



LES SOCIALISTES SONT DE RETOUR

INTERNATIONAL ■ La République démocratique du Congo en décomposition

TERRITOIRES ■ Clichy-sous-Bois à livre ouvert ■ **PORTRAIT** ■ François Hollande



Combattre l'indifférence... avec vous, c'est possible !

1948-2008 : soixante ans après son adoption, la Déclaration universelle des droits de l'homme reste une pétition de principe en prison. À l'heure où la population carcérale atteint un nombre record, les personnes détenues vivent pour la plupart d'entre elles un quotidien inhumain et dégradant. La promiscuité imposée, la violence, les abus et mauvais traitements suscitent un sentiment d'humiliation que renforce l'arbitraire administratif d'un lieu maintenu en dehors de l'Etat de droit.

Face à cette réalité persistante, l'action de l'Observatoire international des prisons prend tout son sens. Il est essentiel d'informer l'opinion et d'alerter les pouvoirs publics sur les atteintes aux droits de l'homme que subissent les personnes incarcérées. Il est tout aussi nécessaire d'aider les détenus à connaître et faire valoir leurs droits. Là réside le rôle concret de l'OIP. Il en va de la dignité des personnes détenues. Aussi, à l'occasion de cet anniversaire, fortement symbolique, je vous appelle à un geste de solidarité citoyenne qui permettra à l'OIP d'assurer la gratuité de sa permanence juridique pour les personnes détenues et leurs familles, de diffuser gracieusement ses publications en prison, de développer sa veille informative.

Acteur incontournable de l'évolution de la condition pénitentiaire, l'OIP agit pour imposer le respect des droits élémentaires en prison. Votre soutien lui est indispensable.

Gabriel MOUESCA
Président de la section française de l'OIP

2

Votre don peut être effectué de deux manières : soit en envoyant un chèque à l'adresse postale de l'OIP, soit par le biais du site www.oip.org (rubrique OIP/ Nous soutenir/ Faire un don). En tant que donateur, vous bénéficiez d'une déduction fiscale à hauteur de 66 % du montant de votre don dans la limite de 20 % de vos revenus imposables. L'OIP section française : 7 bis rue Riquet 75019 Paris



Congrès de Reims

14, 15 et 16 novembre 2008

Contributions thématiques

La Revue socialiste, Congrès de Reims - Contributions thématiques, n° 32, octobre 2008, 120 pages, 10 euros.

Passez vos commandes auprès de Nathalie Mauroy, Parti socialiste
10, rue de Solférino 75007 Paris Mail : revue@parti-socialiste.fr

L'hebdo des socialistes • 10, rue de Solférino 75333 Paris Cedex 07 • Tél. : 01 45 56 78 61 • Fax: 01 45 56 76 83

(Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 01 45 56 ou écrivez à : redaction@parti-socialiste.fr) DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Maurice Braud

• DIRECTEUR DE LA RÉDACTION : Olivier Faure (Thomas Colognac) • RÉDACTRICE EN CHEF: Ariane Gil (78.61) • RÉDACTION : Bruno Tranchant (77.33), Damien Ranger (76.37), Ariane Vincent (76.20), Fanny Costes (76.32) • SECRÉTAIRE DE RÉDACTION : Elisabeth Philippe (76.27) • MAQUETTE : Pascale Lecomte (79.44) et Joëlle Moreau (77.16) • PHOTO : Philippe Grangeaud (76.00). PHOTO DE COUVERTURE : Philippe Huguen/AFP • SECRÉTARIAT : Odile Fée (78.61)

• COMPTABILITÉ : Michèle Boucher (79.04) • ABONNEMENT : Sabine Sebah (78-57) • FLASHAGE ET IMPRESSION : PGE (94) Saint-Mandé

• ROUTAGE : Inter Routage - 91080 Courcouronnes. N° commission paritaire : 0109 P 11 223 "L'hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications.

Ce numéro a été tiré à 243 137 exemplaires.

Être dignes des enjeux d'aujourd'hui



Adeline Hazan,
maire de Reims

Nous avons été heureux de recevoir à Reims nos nombreux camarades pour les trois jours du congrès. Reims est fière de figurer ainsi sur la liste des villes qui ont scandé l'histoire de notre famille politique. En termes d'organisation, l'accueil d'un congrès du PS est un défi. Je veux saluer ici l'efficacité, l'énergie et la patience des équipes de Solférino et des militants de la fédération de la Marne, qui ont permis le succès de ce rassemblement.

À travers ce choix de la ville de Reims, c'est le message encourageant de ces anciennes villes de droite passées à gauche en 2008 que nous avons été fiers de porter. Beaucoup de collectivités le prouvent tous les jours : face à la droite, les socialistes sont là. Ils savent être utiles. Ils se battent pour faire face à la crise sociale provoquée par la crise financière. Ils se battent pour reconstruire des villes vivantes, dans lesquelles les quartiers s'ouvrent les uns aux autres. Ils se battent pour sauver les universités, les bureaux de poste, les hôpitaux, les tribunaux, les bases militaires. Ils se battent pour protéger les droits : droits de grève dans l'éducation ou dans les transports, droit au regroupement familial, droit au repos dominical, droit à une retraite décente....

Les socialistes ne se sont pas réunis à Reims pour se diviser, mais pour débattre. Les confrontations d'arguments nous mènent toujours plus loin que les affrontements de personnes. Et nous pouvons être fiers de pratiquer la démocratie interne mieux que nul autre parti. Ne soyons pas timides. Nous devons être dignes des enjeux d'aujourd'hui. Ces enjeux sont immenses, puisqu'il s'agit de répondre à une crise profonde et de faire face à la politique de régression sociale déployée par Nicolas Sarkozy.

3

■ sommaire

Actualités France

Martine Aubry Première secrétaire p.6

International

La guerre en République démocratique du Congo p.10

Dossier

Histoire(s) de Reims : retour sur le congrès p.12

Territoires

Clichy-sous-Bois à livre ouvert p.50

Portrait

François Hollande p.52

Le chiffre

L'association Droit au logement (Dal) a été condamnée, le 24 novembre, à une amende de 12 000 euros pour avoir installé, du 3 octobre au 15 décembre 2007, un campement abritant des mal logés rue de la Banque à Paris. Rappelons que c'est l'Etat lui-même qui a poursuivi le Dal. Le manque flagrant de logements devrait pourtant être la priorité d'un gouvernement qui vient de voter une baisse du budget dédié à cette question. Et qui ne semble pas plus se préoccuper de la situation dramatique des sans-abris : selon Emmaüs 265 SDF sont morts en un an.

12 000

Logement

Nouveau danger sur la loi SRU

Après la suppression, le 20 octobre dernier, de l'article 17 du projet de loi Boutin, qui visait à comptabiliser l'accès social à la propriété dans le quota minimal de 20 % de logements locatifs sociaux, on pensait que l'article 55 de la loi SRU était sauvé. Mais le gouvernement propose aujourd'hui aux députés de réduire les pénalités des communes qui ne construisent pas assez de logements sociaux en les déduisant des sommes qu'elles dépensent pour l'accès social à la propriété. Une mesure qui permettrait encore plus facilement aux communes récalcitrantes de ne pas appliquer la loi. (En savoir plus sur <http://www.sauvonsles20pourcent.org/>)

Sécurité

Edvige, c'est pas fini !

Cinq mois après la polémique sur le fichier Edvige,



Michèle Alliot-Marie présente Edvige 2. Et les principes républicains sont de nouveau remis en questions. Le nouveau projet de décret maintient notamment le fichage des origines ethniques et des opinions politiques, syndicales, philosophiques et religieuses, ainsi que le fichage des mineurs de l'âge de 13 ans. Le Parti socialiste « demande une nouvelle fois le retrait du projet de décret Edvige 2 et un débat parlementaire débouchant sur l'adoption d'une loi encadrant strictement le fichage des informations personnelles et les pratiques des services de renseignement ».

Audiovisuel public

Les salariés contre la Sarko-TV

Ils étaient 4000 dans les rues de Paris, le 25 novembre, pour protester contre la

réforme de l'audiovisuel public. Alors que les débats commencent à l'Assemblée nationale, les salariés du secteur dénoncent la tentative de « mainmise de l'État ». Le projet prévoit notamment la désignation des dirigeants de France Télévisions et de Radio France par l'exécutif. Ils ont appelé les députés qui les soutiennent à mener une « bataille d'amendements ». Le PS pour qui la réforme est « un cadeau » fait aux chaînes privées, compte bien réagir.

Enseignement

Victoire laïque

Les parlementaires socialistes ont gagné leur combat contre l'article 89 de la loi du 13 août 2004, obligeant les communes à financer la scolarité de leurs élèves en résidence fréquentant les écoles privés d'autres communes. Après quatre ans, la mesure est abrogée. Le principe de parité public/privé sera rétabli par une proposition de loi sénatoriale. S'il faut rester vigilant, les socialistes saluent une victoire de tous les laïcs pour l'enseignement public.

Page réalisée par Fanny Costes



L'image de la semaine

L'hiver social sera chaud

Plus de 200 000 enseignants ont battu le pavé le 20 novembre, pour protester notamment contre les suppressions de postes et l'absence de dialogue social. Mais les inquiétudes dépassent le cadre scolaire. Partout la situation se détériore et l'action du gouvernement y contribue largement. Conducteurs SNCF, postiers, personnels de l'audiovisuel public, se mobilisent. Autant de contestations accrues par la cinquième hausse consécutive de chômage en octobre. Les huit principales centrales syndicales se sont d'ailleurs accordé sur « le principe d'une mobilisation massive des salariés au début de l'année 2009 », notamment pour l'emploi, le pouvoir d'achat et les conditions d'une relance économique, selon un communiqué commun.

« Être sur tous les terrains

Martine Aubry a été élue Première secrétaire du Parti socialiste, à l'issue du Conseil national du 25 novembre. Pour son premier discours comme première des militants, la maire de Lille a fixé une feuille de route collective : rassemblement et renouvellement profond, dans une ligne politique clairement ancrée à gauche.



Haley/Sipa

6

Chers camarades, mon premier mot est : merci.

Le second va immédiatement à Ségolène pour lui dire : ensemble, on va gagner pour les Français. J'en suis convaincue. C'est bien sûr avec beaucoup

d'émotion et de gravité que je reçois la responsabilité que vous me confiez aujourd'hui. Je pense d'abord aux femmes. Aux femmes qui se sont battues avant nous pour qu'existe une parité en politique : après que Ségolène a été la première

femme en France portée jusqu'au second tour de l'élection présidentielle, je suis fière, au nom de toutes celles qui se sont battues, d'être la première femme Première secrétaire du Parti socialiste.

C'est une responsabilité lourde, et je ne peux l'accepter que parce que vous êtes là, vous les quelque 200 000 militants du Parti socialiste.

“ Nos débats et nos échanges ont été à la hauteur de ce qu'est notre Parti : un immense parti démocratique. ”

Cette responsabilité de Premier secrétaire a été tenue par des hommes exceptionnels, François Mitterrand, Pierre Mauroy – que chacun comprendra que je salue particulièrement –, Lionel Jospin, Michel Rocard, Laurent Fabius, Henri Emmanuelli aussi et bien sûr toi, François, à qui je pense tout particulièrement ce soir.

pour défendre les Français »

Je voudrais d'abord m'adresser aux militants. Aux militants parce que, dans ce congrès, jour après jour, soir après soir, j'en ai rencontré beaucoup. Tous ont défendu ce qu'ils croient profondément. Ils l'ont fait par fidélité aux valeurs du socialisme et parce qu'ils avaient la conviction que leurs réformes étaient les bonnes pour notre Parti et pour les Français.

Je crois que nos débats et nos échanges ont été à la hauteur de ce qu'est notre Parti : un immense parti démocratique. Alors, on peut rire, on peut se moquer de nos débats, de nos discussions, mais j'ai envie de dire à la droite : riez encore quelques jours car dès la semaine prochaine, le Parti socialiste est de retour dans les rues, avec des propositions. Et uni !

Je voudrais dire à tous les militants : bravo pour ce travail. Je voudrais dire à Ségolène et à ses amis – dont je comprends aujourd'hui la déception tout à fait naturelle – que tous, nous avons tous défendu ce que nous croyons juste.

Je crois que si nous voulons changer ce parti, il faut d'abord accepter que nous puissions penser différemment, en nous respectant et j'irai même plus loin, penser différemment en nous faisant confiance. En s'accordant

mutuellement le crédit qu'en chacun d'entre nous, réside un seul souci, servir les Français et pour servir les Français : servir le Parti socialiste.

« Notre ligne politique, ancrée à gauche, nous impose d'être sur tous les terrains pour défendre les Français. »

Si nous arrivons dans les jours, dans les mois qui viennent, à donner des signes concrets de cette unité du Parti et de l'ensemble des militants, le congrès de Reims restera comme un congrès utile. Il aura permis à notre parti de changer profondément à un moment où le monde a changé et où les militants nous l'ont demandé, comme ils nous ont demandé de nous renouveler.

Voilà l'état d'esprit qui est le mien.

Les conditions dans lesquelles le vote a eu lieu et les résultats extrêmement serrés qui en découlent ne me donnent que des devoirs. Le premier est, si elle l'accepte, de rencontrer Ségolène. J'ai entendu, comme elle, ce que nous ont dit les militants à Reims et derrière les militants ce que nous ont

dit les Français : « Nous voulons retrouver la politique et la gauche, nous voulons un Parti socialiste qui nous défende alors que nous n'avons même plus le courage de nous battre. Trop souvent nous avons l'impression que nos voix ne sont plus entendues par les pouvoirs en place. » Oui, nous allons revenir avec les valeurs qui sont les nôtres, mais aussi avec les réponses d'aujourd'hui, ce qui nécessite beaucoup de travail.

Les militants nous ont dit aussi : « Il faut renouveler profondément le Parti socialiste, ses pratiques, son fonctionnement. » (...)

Notre prochain Conseil national aura lieu le samedi 6 décembre. Une orientation politique et une majorité ont été dessinées lors du congrès. Cette ligne politique, ancrée à gauche, nous impose d'être sur tous les terrains pour défendre les Français ; ceux qui sont inquiets devant les licenciements à venir, pour défendre les Français qui perdent en pouvoir d'achat, pour défendre les services publics qui sont le patrimoine de ceux qui n'en ont pas, pour être capable dès le week-end prochain d'être auprès de nos camarades des partis socialistes et sociaux-démocrates européens pour changer l'Europe,



Michel Spingler/Ap/Sipa

8

Il devra y avoir dans les équipes que nous allons constituer des changements profonds. Il faut renverser la table : bien sûr de nouveaux visages, des hommes et des femmes de tous les territoires et de toutes les cultures aux couleurs de la France, une parité absolue dans toutes nos instances ; mais il nous faut aussi changer nos attitudes, nos comportements. Il faut nous rouvrir sur la société, accueillir, écouter des hommes et des femmes qui ont envie de construire un projet de gauche face à cette loi du plus fort que nous impose le libéralisme, face à

cette puissance du financier par rapport à l'économie, face à ces inégalités qui s'accroissent dans notre pays et dans le monde.

Il faut faire appel à eux, il faut leur dire : « Le Parti socialiste est à nouveau ouvert pour travailler avec vous ».

Mon devoir, dans les heures qui viennent, est de faire en sorte que, sur un cap choisi par les militants au congrès, nous soyons capables d'être unis dans un mode de fonctionnement que je vous proposerai, où les élus trouveront toute leur place. Car rien n'est plus étonnant aujourd'hui de voir

combien les Français nous font confiance, là où nous sommes, et parfois même nous plébiscitent dans nos villes, dans nos départements et dans nos régions et de constater que nous n'utilisons pas cette force extraordinaire des élus et des militants pour construire le projet de demain. Là aussi, il faudra que cela change.

Nous avons aussi des députés et des sénateurs qui s'opposent aux lois de Sarkozy et aux amendements qui arrivent nuitamment, comme encore dernièrement, pour pousser la retraite à 70 ans. Ces mauvais coups-là, nous

devons les affronter ensemble, parlementaires et Parti. Il faut que nous débattions avec les présidents des deux groupes parlementaires, il faut que nous soyons unis pour combattre la droite, mais aussi pour contre-proposer car c'est aussi cela qu'attendent les Français.

Tous les jours on nous annonce un cadeau fiscal pour les plus riches, tous les jours nous apprenons un recul dans le domaine social, que ce soit à la Poste, dans l'audiovisuel, le développement du contrat à durée déterminée... Dans nos collectivités locales nous luttons souvent isolément pour amortir ces attaques de la droite, nous devons désormais le faire ensemble au sein de notre Parti pour démultiplier nos forces.

Nous avons donc le devoir d'être ensemble. La situation l'exige et nous avons le devoir de nous mettre au travail pour être, dans deux ans, capables de fournir le projet qui permettra à celui ou à celle qui alors sera choisi, de représenter nos couleurs.

Je veux le dire simplement, je veux une équipe unie où toutes les sensibilités se sentent bien. L'équipe unie ne veut pas dire que l'on oublie ses fidélités, je ne demande à personne d'abdiquer ce qu'il est, ce à quoi il croit, la personne à laquelle il est attaché. C'est cela aussi la poli-

“ Nous avons une feuille de route collective à mettre en place dès demain : rassemblement, renouvellement profond, et travail. ”

tique : des liens d'affection, de fidélité qui se nouent. Ce que je demande à chacun c'est de dire d'abord : nous sommes tous socialistes nous voulons porter en avant notre parti pour que les Français, à nouveau, retrouvent l'espoir.

Nous avons une feuille de route collective à mettre en place dès demain : rassemblement, renouvellement profond, et travail.

Nous allons le faire, ensemble, pour incarner à nouveau l'espoir. Nous devons nous dépenser sans compter. Je sais qu'il faudra beaucoup de courage et de ténacité mais je sais que chacun d'entre vous pense actuellement aux mili-

tants et aux Français qui, depuis quelques jours, observent ce qui se passe dans notre parti et se lamentent. C'est en pensant à eux et en pensant à tous les militants que je dis : rassemblez-vous, unissons-nous autour d'une ligne de gauche, celle que nous avons voulue lors de notre congrès, mais aussi autour d'un profond renouvellement qui fera que le Parti socialiste, si j'osais, soit le nouveau Parti socialiste : Qu'il garde l'essentiel, les valeurs de solidarité, d'égalité et de fraternité qu'il a toujours défendues. ■

Résultats du vote

À l'issue du Conseil national du 25 novembre, le rapport de la commission de récolement approuvé par 159 voix (76 contre et 2 abstentions) a indiqué qu'au second tour de l'élection du Premier secrétaire, Martine Aubry a obtenu 67 451 voix et Ségolène Royal 67 349 voix.



« La République démocratique du Congo est en totale décomposition »



La guerre a repris fin août dans la République démocratique du Congo (RDC). Un conflit qui couvait sous les cendres du génocide rwandais depuis plus de dix ans. À l'Est notamment, dans la province du Nord-Kivu, les rebelles soutenus par le Rwanda voisin, pillent les ressources minières et massacrent les populations. Face à ces tueries, le pouvoir central comme l'ONU se montrent totalement impuissants. L'éclairage de

Philippe Hugon, directeur de recherche Afrique à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS).

Quelles sont les causes du conflit au Nord-Kivu?

Ce conflit remonte au génocide rwandais de 1994. À l'époque, des hutus du Rwanda sont venus se réfugier dans le Nord-Kivu. Aujourd'hui la rébellion, avec l'appui du Rwanda, a certainement la volonté de chasser ceux qu'on appelle les génocidaires hutus. Mais il s'agit surtout de contrôler les richesses minières de la région, notamment le coltan (minerai très prisé pour la fabrication de matériaux élec-

troniques). Son armée est grandement financée par les mines qu'elle exploite.

Par ailleurs, le leader de la rébellion, l'ancien général Nkunda, un Congolais tutsi très lié au gouvernement de Paul Kagame au Rwanda, a l'ambition de contrôler le Kivu. Nkunda aimerait certainement aller jusqu'à Kinshasa et chasser Joseph Kabila du pouvoir. Il dispose d'une armée de 5 000 hommes, très bien structurée, face à une armée congolaise de 25 000 hommes extrê-

mement désorganisée et corrompue par ses chefs. Le pouvoir central de RDC n'a jamais été capable de contrôler l'ensemble du territoire, notamment le Nord-Kivu.

Aujourd'hui, elle est en totale décomposition. C'est devenu un lieu de pillage et de gaspillages de ressources.

Les forces internationales sont sur place depuis huit ans avec la MONUC⁽¹⁾. Certains experts estiment que les Casques bleus se sont montrés incapables de protéger les populations.

C'est exact. Il y a 17 000 soldats de la paix en RDC, dont 6000 dans le Nord-Kivu. Mais les troupes sont extrêmement hétérogènes et ne sont pas nécessairement aptes à s'entendre. La MONUC est la mission de maintien de paix la plus importante du monde en termes d'effectifs, mais elle s'est montrée très impuissante. Le nouveau secrétaire général adjoint des opérations de

Le féminicide, nouveau crime de guerre

Le conflit en RDC est loin de ne faire que des victimes militaires. Les femmes de tous âges sont victimes des pires exactions : viols, mutilations, esclavagisme sexuel sont utilisés comme des armes de guerre. Aujourd'hui ONG et médias n'hésitent pas à parler de féminicide. Et lancent une pétition pour que l'ONU accorde un traitement prioritaire à cette tragédie sur <http://stoppons-le-feminicide-au-congo.com>.

Pour mieux comprendre la réalité congolaise, consulter aussi le site lancé par Médecins sans frontières : www.etat-critique.fr. Pendant l'année à venir, il sera alimenté par des témoignages d'habitants et des informations sur l'action de MSF au Kivu.



En République démocratique du Congo les femmes sont les premières victimes de la guerre. Les ONG parlent même de féminicide.

maintien de la paix des Nations Unies, Alain Le Roy, a récemment renforcé les troupes présentes dans la région du Nord-Kivu. C'est un peu tardif. Et on ne sait pas si elles sont prêtes à intervenir efficacement. 6 000 hommes organisés comme aujourd'hui ne peuvent pas faire grand chose contre les 5 000 hommes de Nkunda.

300 000 personnes ont été déplacées. On parle de 3 millions de morts. Comment expliquer un tel désastre ?

Il y a des exactions de la part des deux armées : viols, pillages, meurtres... Quant au maintien de la paix, l'impuissance des forces des Nations Unies était prévisible dès lors qu'on ne met pas les moyens suffisants et qu'il n'y a pas de volonté politique forte. Les Allemands se sont complètement désengagés. C'est en partie à cause d'eux que l'UE n'intervient pas. Les Américains ne

devraient pas non plus se déplacer. L'enjeu électoral et l'ampleur des chantiers afghan et irakien d'Obama pour janvier ne le laissent pas croire. Sauf si la presse américaine s'empare de ce désastre humanitaire.

Certains parlent d'une guerre mondiale africaine...

La guerre en RDC n'est pas mondiale. La RDC, c'est un chaos anthropique où toutes les puissances voisines, le Rwanda, l'Angola ou l'Ouganda, sont présentes et participent du pillage du pays. Il existe effectivement le risque d'une guerre régionale. Mondiale non, dans la mesure où les puissances occidentales ou d'Asie ne sont présentes qu'indirectement.

Ne doit-on pas favoriser une meilleure protection de la frontière Est de la RDC ?

Le problème est en effet frontalier. Mais les terres arables disponibles dans le Nord-Kivu permettent à 1,6 millions de

Rwandais de vivre, alors même que le Rwanda connaît une surpopulation sur ses terres. Et il y a la volonté de capter des ressources minières très créatrices de richesses. La réalité est donc bien plus complexe. Le Rwanda, notamment, a tout intérêt à ce que le Nord-Kivu soit sous son contrôle. Et s'il n'y a pas d'intervention militaire, on ne voit pas pourquoi il reculerait. Une entrée de l'UE dans le règlement du conflit aurait pu changer les choses. Les Allemands et les Anglais ont refusé.

Il est inquiétant que l'Europe ne soit pas plus engagée, alors même que la RDC fait partie de sa sphère d'influence. À cette allure et sans solution rapide, le conflit pourrait atteindre les mêmes proportions qu'au Darfour !

**Propos recueillis par
Fanny Costes**

(1) mission des Nations Unies en République démocratique du Congo.



Histoire(s)

Martine Aubry a été élue Première secrétaire du Parti socialiste, au terme d'un processus de plusieurs mois. Il avait commencé avec la phase des contributions d'abord, au mois de juin, s'était concentré ensuite autour de six

motions fin septembre. Un vote sur ces six textes, le 6 novembre, très serré, n'avait accordé d'avance significative à aucun. Et laissait entrevoir des lendemains difficiles. Le congrès de Reims devait être le point culminant du processus, et dans l'idéal, donner une majorité politique au parti. Ce ne fut pas le cas. Aucune orientation politique commune et



de Reims

aucun candidat commun ne purent être trouvés. Trois candidatures en sont donc sorties. Ce congrès très médiatisé a engendré beaucoup de regrets. Même quinze jours après sa clôture, et malgré cette issue, le devoir de l'*Hebdo* était d'en rendre compte. Pour garder une trace écrite. Nous avons privilégié l'exhaustivité à la quantité. Aussi, dans

ce dossier spécial, tous les intervenants du débat général ont la parole. Également, dans ces pages, quelques-uns des « invités » du congrès, syndicalistes, associatifs, disent leur espoir de voir rapidement le PS de retour pour soutenir leurs combats, et des dirigeants étrangers se félicitent de tant de démocratie.

REIMS : DÉBAT ET DES MOTS

Vendredi 14 novembre
Ouverture solennelle du Congrès

Poser les bases d'un rassemblement utile et unitaire. En ouverture du 75^{ème} congrès du Parti socialiste, à Reims, vendredi 14 novembre, les « régionaux de l'étape » ont d'abord insisté sur l'urgence d'un appel à la mobilisation face aux attaques répétées du gouvernement. « Il n'y a pas de fatalité, pas de place pour la résignation, a prévenu d'emblée Jacques Meyer, Premier secrétaire de la fédération de la Marne. Le travail politique paie toujours pour peu que nous ayons une bonne stratégie et une bonne organisation. N'oublions jamais qu'avant d'être de telle ou telle motion, nous sommes tous d'une même famille, la famille des socialistes, une famille qui sait se rassembler ».

« Ne nous trompons pas de terrain, a renchéri Jean-Paul Bachy, président du Conseil régional de Champagne-Ardenne. Il n'est pas acceptable d'avoir laissé

Sarkozy dire qu'il était le représentant de ceux qui se lèvent tôt. Lui, l'avocat d'affaires de Neuilly dont l'ambition personnelle est au seul service de l'argent. C'est à nous de dire que nous sommes au service des plus humbles, que nous sommes les porte-parole naturels du monde du travail, de la jeunesse, de l'intelligence et que nous en sommes fiers. Sachons assumer nos choix et nos valeurs. Sachons aussi préserver entre nous, d'abord, les chemins de la fraternité, de la tolérance et du rassemblement ».

Même tonalité chez Adeline Hazan : « Discuter, même parfois un peu vivement entre nous, ce n'est pas se diviser, a souligné la maire de Reims. Ce qui nous rassemble est plus fort que ce qui nous divise. Ce qui nous rassemble, c'est ce que les Français nous demandent d'être et d'assumer, et ça, c'est être de gauche, c'est ça qu'ils nous demandent. »

DOMINIQUE LEFEBVRE

Dans le Val-d'Oise, nous avons doublé le nombre de nos adhérents, gagné le département et Argenteuil et fait élire Youri Mazou conseiller général de Sarcelles. La motion A est arrivée largement en tête avec 35 % des voix. Nous voulons le rassemblement des socialistes et la motion A est, avec Bertrand Delanoë, disponible, à l'ouverture de ce congrès, pour un rassemblement sans exclusive sur des idées : le réformisme assumé, la croissance écologique au service de l'emploi, l'engagement européen, une stratégie d'alliances clairement à gauche, l'identité et la conception d'un parti de militants. Tout simplement pour que ce ne soit pas tel ou tel mais le Parti socialiste qui sorte gagnant du congrès de Reims !



ALAIN VIDALIES

La crise du capitalisme financier mondialisé nous entraîne dans une crise sociale majeure. Ce n'est pas seulement une crise du crédit facile. C'est le résultat d'une équation impossible d'un modèle qui voulait à la fois développer la consommation comme moteur de la croissance et maintenir les salaires le plus bas possible pour assurer une meilleure rentabilité du capital. La réalité, c'est qu'aux États-Unis le salaire médian n'a quasiment pas évolué depuis vingt ans.

C'est bien la question de la répartition de la richesse qui est primordiale, c'est-à-dire la répartition entre le capital et le travail. Dès lors, la réponse doit en priorité traiter de la question des salaires.

Comment les socialistes pourraient-ils s'adresser aux Français sans parler de l'augmentation du SMIC et des salaires ? La seule vraie réponse à la question du pouvoir d'achat, c'est l'augmentation des salaires. D'abord, bien sûr, l'augmentation du SMIC parce qu'elle concerne 20 % des salariés, et pour les autres salaires, mise en œuvre de la conditionnalité des exonérations de cotisations sociales à l'existence d'un accord salarial dans l'entreprise. C'est à la condition d'avoir une expression claire et permanente sur la question des salaires que nous serons entendus par les Français.

Résultats officiels du vote du 6 novembre

Rapport de la commission des contentieux établissant les résultats définitifs du vote des motions.

Motion A
32 942 voix soit 25,24 %

Motion B
2075 voix soit 1,59 %

Motion C
24 162 voix soit 18,52 %

Motion D
31 734 voix soit 24,32 %

Motion E
37 941 voix, soit 29,08 %

Motion F
1 632 voix soit 1,25 %





RÉGIS JUANICO

Quelle leçon retirons-nous du vote du 6 novembre ? D'abord, la volonté d'ancrage à gauche. Ensuite, la volonté forte de renouvellement et le refus de la présidentialisation.

J'entends dire que nous aurions été boostés par la crise ! C'est vrai que ceux qu'on appelait les archaïques hier sont devenus furieusement modernes. Mais c'est surtout le système néo-libéral qui s'écroule et le monde s'aperçoit qu'il a besoin des réponses de gauche.

Ce que nous avons dit dans ce congrès reste : les socialistes ne sont pas là pour renflouer le système mais pour changer durablement les règles. Pour cela il va falloir inventer de nouveaux outils : la fin du libre-échange généralisé, le tarif extérieur commun, la réorientation de la construction européenne, la nouvelle répartition des richesses et de la valeur ajoutée ou la réforme fiscale.

Nous devons réussir ce Congrès pour les millions de Français qui souffrent. Nous avons 3 ans pour populariser nos choix, pour mobiliser la gauche et redonner une boussole idéologique au PS. Une majorité cohérente doit émerger. C'est ce à quoi nous travaillerons, avec la seule candidature de changement et d'ancrage à gauche, celle de Benoît Hamon.





JEAN-LOUIS BIANCO

L'enjeu, c'est d'être capables d'apporter une réponse aux problèmes de la France. Préservons dans nos débats le respect et la fraternité. Regardons avec honnêteté la réalité des textes. Ce qui nous rassemble est beaucoup plus fort que ce qui nous sépare. Nous voulons un parti de masse, un parti populaire. Nous voulons garder la stratégie d'Épinay, d'abord l'union de la gauche. Nous voulons un plan de relance du pouvoir d'achat, des investissements d'avenir, des grands travaux européens. Nous voulons un autre modèle de développement. Là-dessus, ne sommes-nous pas d'accord ?

ALDA PEREIRA-LEMAITRE

Ce congrès a exprimé une très nette volonté de renouvellement. En mars, je me suis battue en ce sens comme une acharnée en arrachant à la droite la ville de Noisy-le-Sec. Seule femme socialiste maire en Seine-Saint-Denis, j'ai battu la présidente du Modem 93. Autour de la motion E, avec Ségolène Royal, je soutiens la génération qui émerge et veut construire un parti de masse, populaire, féminisé, métissé, comme la liste victorieuse que j'ai portée aux municipales.



D.R.

« Une machine à gagner »

Javier Moreno,

eurodéputé espagnol (PSOE)

« La culture politique de nos deux partis est à la fois différente et similaire.

Différente dans la structure et dans la manière de préparer ce que vous appelez les motions.

Nous, nous avons une seule « motion » que nous enrichissons, un texte de base auquel les différents courants apportent des amendements.

Aujourd'hui, ce que j'attends de ce congrès, et ce que l'ensemble de la famille socialiste européenne attend, c'est que, quel que soit le résultat, le Parti socialiste français se renforce. Ce que j'espère, c'est que le parti soit, à l'issue, uni derrière un leader pour construire ce que nous appelons en Espagne une « machine à gagner » capable d'aller chercher les voix partout. Il faut démontrer aujourd'hui que seuls les progressistes apporteront des solutions à la situation actuelle. »

A.V.



ÉLISABETH GUIGOU

Tous ici nous sommes unis par notre identité et notre fierté de socialistes. Nous sommes unis parce que nous voulons pour les Françaises et les Français un autre présent et un autre avenir. Nous sommes révoltés par ce que la droite a fait depuis 6 ans. Nous sommes inquiets de voir notre pays régresser en Europe. Nous avons le devoir de nous faire entendre à nouveau, de redevenir crédible dans nos propositions pour pouvoir en 2012 battre la droite. Nous avons aussi une responsabilité historique celle que nous donne la crise du capitalisme financier. Seule la gauche en France et en Europe peut refonder le système financier international, privilégier le développement durable, la solidarité avec les pauvres et le dialogue des cultures et lutter contre la crise économique et sociale qui sera dure. C'est à nous, avec les sociaux-démocrates européens, de proposer une autre Europe. C'est parce que nous n'avons pas assez lutté pour une meilleure Europe que les libéraux ont gagné. Du respect entre nous, de la vérité sur ce qui nous unit mais aussi sur ce qui fait débat. Vérité, clarté dans nos choix. Nous devons cela à nos militants qui sont toujours là, à nos sympathisants, à toutes celles et ceux qui veulent, qu'à nouveau, nous incarnions l'espoir.

HENRI WEBER

Nous proposons un plan européen massif d'investissements utiles :

- investissements dans les sources nouvelles d'énergie et les économies d'énergie, notamment pour le logement, ce qui permettrait de soutenir le bâtiment.
- investissements dans les grands équipements de Recherche et les technologies nouvelles (biotechnologies, nanotechnologies, réseaux Internet, nouveaux matériaux,...) pour soutenir l'innovation.
- investissements dans les transports (ferroviaires, fluviaux, portuaires,...) au service de l'éco-développement.

ÉRIC ANDRIEU

Au moment où le système néo-libéral s'effondre, il nous appartient collectivement d'inventer un nouveau modèle de développement. Les militants se sont exprimés, il faut les respecter. Nous avons besoin d'une ligne politique claire, et nous la proposons dans la motion portée par Ségolène Royal.

Il nous faut réapprendre la délibération collective, retrouver une véritable articulation entre la base militante et le sommet. Redonnons un véritable rôle aux fédérations et respectons l'intelligence collective et militante.

BERNARD SOULAGE

La crise que nous vivons était prévisible car elle est fondée sur deux déséquilibres que nous dénonçons avec les sociaux-démocrates depuis très longtemps :

– d’une part, le marché est incapable de s’autoréguler, contrairement à ce que disent les libéraux et au contraire, crée des bulles spéculatives ;
– d’autre part, les rendements fous exigés de 15 % par an ne peuvent se faire qu’au détriment des salariés et au total de la demande.

Les socialistes doivent porter 4 exigences :

– parler aux Français, parler des Français,
– dire la vérité sans faire croire que les solutions relèvent du « yaka faukon » car la situation va être terrible,
– faire des propositions précises : une relance européenne, une nouvelle gouvernance mondiale, un partage régulé de la valeur ajoutée, une politique monétaire et budgétaire rigoureuse,
– faire de l’Europe le cœur même de notre politique économique en accord avec nos amis sociaux-démocrates, même s’ils sont différents de nous.

La motion A, au nom de laquelle je m’exprime, porte ces propositions crédibles et exigeantes. Elle souhaite le rassemblement le plus large pour dire la vérité, s’opposer à Nicolas Sarkozy, proposer une perspective pour les Français et l’Europe. Nous attendons de ces deux jours qu’ils nous permettent de réussir le rassemblement nécessaire.

ANNE FERREIRA

La santé est un sujet politique qui illustre tristement la régression sociale dans notre pays. Se soigner n’est plus un droit en France. Hier, les franchises médicales avec Xavier Bertrand, ministre de la casse sociale, qui brade aussi bien ses petites affaires à la foire de Saint-Quentin, que les acquis de la République. Aujourd’hui, Sarkozy prépare le démantèlement de l’hôpital public. En Europe, la situation n’est guère plus reluisante. À défaut d’améliorer les conditions de soins dans les États-membres, la Commission propose aux Européens d’aller se faire soigner dans le pays de leur choix.



D.R.

« 36 000
“Grenelle”
par an »

Serge Orru,
secrétaire général
de WWF France

« Pour moi, l’écologie n’est aujourd’hui pas suffisamment représentée dans les textes du PS. J’aimerais qu’une organisation comme le Parti socialiste puisse organiser aujourd’hui la « grenellisation » de notre pays, avec 36 000 “Grenelle” par an, pour mesurer l’état de la pratique écologique et du développement durable dans chaque ville et dans chaque région. Nous devons nous engager réellement sans en rester aux phrases et aux mots. J’étais récemment à Grenoble pour l’opération 1 600 pandas, une opération symbolique pour alerter sur la situation de cette espèce extrêmement menacée de disparition dans le monde, sur l’invitation de Michel Destot. Nous devons aujourd’hui prendre le phénomène à bras-le-corps pour convertir réellement l’économie et faire en sorte que les villes réduisent l’urgence écologique. Si j’avais un message concret à adresser aux élus, ce serait de demander à tous les maires de réduire l’empreinte écologique de leur éclairage public qui est souvent inutile, dispendieux et qui éclaire les étoiles ! »

A.V.

LAURENCE DUMONT

Les militants – et beaucoup de Français – veulent l'unité et la victoire ! La victoire, nous la devons à tous ceux qui souffrent de la politique de Sarkozy.

L'unité, c'est le rassemblement. Mais, attention, c'est la ligne politique qui doit définir les alliances, et non l'inverse !

(...)

J'en termine par la question qui est dans toutes les têtes : autour de quoi ? Moi, je vous dis deux choses : une candidature ne saurait être le premier acte d'un rassemblement. Comme disait Bertolt Brecht : « Toute chose appartient à qui la rend meilleure. »

GEMINAL PEIRO

L'agriculture mondiale ne peut pas être soumise, comme elle l'est aujourd'hui, aux seules lois du marché. Ce combat, les socialistes doivent le faire leur. Ce doit être notre combat, comme ce doit être le combat de l'Internationale socialiste. C'est le combat de tous les humanistes dans le monde, c'est à nous de le porter,

Quels que soient les résultats du congrès de Reims, j'espère qu'au-delà des motions, au-delà du nécessaire travail collectif que nous avons à faire, nous essaierons d'élever notre regard, de penser plus haut, plus loin pour servir l'idéal socialiste.

MALEK BOUTIH

Ce vote du mois de novembre a tout changé. [...] L'élection de Barack Obama, ce vent nouveau qui s'est levé à l'Ouest, porte une espérance gigantesque. À vous les profs qui vous engagez pour le droit à l'éducation, à vous les fonctionnaires qui par le service public défendez l'égalité partout et pour tous, à vous les salariés, ensemble dans les mêmes difficultés, à vous la jeunesse prompte à combattre les injustices, à vous les artistes qui partagez la beauté du monde, à vous les entrepreneurs qui continuez à construire l'économie plutôt que spéculer, à vous les femmes, majorité dominée mais conquérante, qui finiront par l'emporter. À nous tous, blacks, blancs, beurs, asiatiques, athées ou croyants qui voulons vivre ensemble et assumons notre métissage insupportable aux intégristes de tout poil.

Oui, cette nouvelle page d'histoire qui s'ouvre à l'Ouest appelle la gauche à se lever, à se révolter, à combattre parce que des victoires immenses s'offrent à nous si nous pouvons nous rassembler(...) L'unité, l'unité, l'unité. Voilà ce qui doit être aujourd'hui le programme du Parti socialiste. L'heure est à la conquête, et pour beaucoup d'entre nous, l'heure de la conquête sonne à partir de ce Congrès et nous sommes sûrs que nous l'emporterons dans les mois et les années à venir.



FRANÇOIS HOLLANDE

Il n'y a pas de bien plus précieux que le Parti socialiste. Je le connais bien, trop bien diront certains, c'est une force irrésistible que la nôtre quand nous sommes en mouvement et que nous incarnons le changement, nous l'avons encore montré à l'occasion des élections municipales et cantonales, succès historiques.

Mais nous sommes aussi un appareil racorni quand nous ne représentons que des féodalités, des conflits d'intérêts ou des compétitions de personnes. Je sais aussi nos faiblesses, nous sommes un mouvement qui a encore tellement à faire pour s'élargir, pour s'ouvrir à tous les mouvements de la société, pour représenter plus fidèlement notre électorat dans toute sa diversité. Et j'ai senti quand même le souffle de l'élection de Barack Obama parce que nous aurions tant encore à faire pour permettre à tous ceux qui se sentent citoyens de la République, mais pas nécessairement à part entière, responsables de la République.

Mais nous sommes aussi un parti tellement influent dans tous les domaines de la vie sociale locale et nationale et nous n'avons jamais été aussi présents sur le territoire. Je vous le dis tout nettement et je ne me recon-

nais pas dans une distinction que vous voudrez établir entre le vieux parti et le nouveau. Où serait d'ailleurs la frontière ?

Entre certaines fédérations et d'autres ? Il faudrait alors la définir et la regarder de plus près.

Entre les anciens ministres et ceux qui aspirent à l'être ? Je ne sais pas quel est le groupe le plus nombreux ?

Entre les quinquagénaires et les quadragénaires ? J'attendrai, leur tour viendra.

Entre les élus et les militants ? Comme si les militants ne voulaient pas être élus et comme si les élus n'étaient pas toujours, cela peut arriver, des militants.

Entre les archaïques et les modernes ? Le mot archaïque porte chance dans notre parti, méfions-nous, ne vous laissez pas accaparer.

Je ne connais qu'un seul Parti socialiste avec toutes ses générations, tous ses talents, tous ses territoires, toutes ses traditions, toutes ses innovations, toutes ses cultures, toutes ses couleurs de peau. Je ne connais que le Parti socialiste d'aujourd'hui et qui doit être différent encore demain et qui porte le même idéal, qui a la même ambition et qui ne fait pas le tri.

NATHALIE PERRIN-GILBERT

Notre ancrage à gauche, doit être visible aussi par le refus d'alliance politicienne de circonstance avec le MoDem. Ces alliances sont un piège. Elles nous font parfois gagner des élections à court terme, mais elles brouillent dramatiquement et à long terme notre identité de gauche.

Elles brouillent notre crédibilité vis-à-vis des Français, une perte de crédibilité qui se vérifie par le taux d'abstention aux élections, un taux d'abstention toujours trop élevé et où nous avons tous une responsabilité.

DOMINIQUE BERTINOTTI

Il nous faut réaffirmer que la France métissée est une chance, que nous investissons le champ écologique et nous cessons de déléguer ces questions à d'autres partenaires, qu'il nous faut un État fort, préventif, innovant. Pour toutes ces questions, nous avons besoin d'un parti ouvert, populaire, de masse, tourné vers l'extérieur, à l'image de la société française, renouvelé dans ses pratiques, exigeant de nouvelles formes de militantisme, un parti qui fonctionne de façon ascendante et non descendante, un parti qui a le respect exigeant du vote de ses militants.



ÉRIC LOISELET

22

Vraie nouveauté de ce congrès, le pôle écologique a poussé les motions à mieux prendre en compte les enjeux liés à la crise écologique et sociale. Il poussera demain le PS à le faire de manière plus résolue. Dans ce congrès, nous faisons le choix, difficile pour certains, de la responsabilité : rejoindre la motion arrivée en tête après avoir débattu avec elle des conditions d'un accord politique sur plusieurs de nos thèses. Fiers de cela, nous voulons que les Français regardent notre PS en se disant : il a su fédérer ses talents individuels et en faire une force collective.

PASCAL TERRASSE

Il ne tient qu'à nous de démontrer que notre parti peut se rassembler, doit se rassembler. Le combat contre la politique de Nicolas Sarkozy est certes nécessaire, mais il ne sera pas suffisant pour amener les conditions d'une réelle alternative progressive et durable. Aujourd'hui, nous avons besoin d'évoluer, c'est pourquoi je pense que notre parti doit se réformer dans ses pratiques, dans ses orientations, et c'est pourquoi, avec Ségolène Royal, nous serons plus audibles au niveau national.

FAYÇAL DOUHANE

Le sujet de l'identité nationale a occupé une place centrale dans l'élection présidentielle, la riposte socialiste à cette offensive réactionnaire n'a pas été à la hauteur des enjeux. En moins d'un an, Nicolas Sarkozy a révélé son projet de civilisation, à savoir une conception ethnique, communautaire, religieuse de la Nation. Angle mort de la pensée socialiste, la Nation signifie pourtant bien plus que le seul drapeau tricolore. Jaurès n'a-t-il pas toujours mêlé Nation, socialisme et internationalisme ?

JEANNINE MARQUAILLE

Nous avons toujours défendu l'idée que, pour gagner, la gauche devait être rassemblée. Mais nous sommes tout aussi convaincus que le Parti socialiste doit jouer un rôle central dans ce rassemblement.

Nous avons toujours milité pour une Europe différente, une Europe qui nous protège des vents froids du libéralisme. Aujourd'hui, la crise financière fait bouger les lignes et nous croyons que ce combat peut et doit être poursuivi à l'intérieur du Parti socialiste.

KAMEL CHIBLI

Notre responsabilité consiste à mobiliser tous ceux qui veulent nous aider, nous accompagner dans notre démarche de construction. Car l'enjeu est important, le chômage est important, la situation sociale est critique, il faut qu'on assume nos responsabilités.

Je vous demande tous aujourd'hui très sincèrement de penser à cela, parce que les gens nous regardent, certes, mais la situation est trop catastrophique pour se faire plaisir entre nous.

GUILLAUME BACHELAY

Le socialisme, c'est la question sociale, et la question sociale, c'est d'abord la revendication salariale.

Avant-hier, on nous disait : « Les salaires, on ne peut pas les augmenter, il faut consolider la croissance ! » Hier, on nous répétait : « Les salaires, on ne peut pas les augmenter, il ne faut pas menacer la croissance ! » Aujourd'hui, on nous explique : « Les salaires, on ne peut pas les augmenter, il faut restaurer la croissance ! » Question : les salaires, on les augmente quand ?

Depuis 30 ans, la part du capital a augmenté, celle du travail a fondu. La conséquence d'un chantage à la croissance, au licenciement, au déclassement, aux délocalisations. Il y a 18 mois, à Wall Street, la finance mondiale a vacillé avant d'imposer ces dernières semaines. Pour Sarkozy, régulateur de la 25^{ème} heure, c'est un accident : « Coupons les mauvaises branches et l'arbre repartira plus vert. »

Si la finance s'est effondrée, c'est parce que le crédit avait explosé à coup de prêts toxiques, les fameux « subprimes ». Mais pourquoi des millions de ménages aux États-Unis et en Europe ont-ils eu recours à ces prêts pourris sinon parce que leurs salaires ne permettaient plus de se loger, de payer les études des enfants, de se soigner ? Il y a un lien évident entre la crise que nous vivons et des décennies de rigueur salariale.



D.R.

Heidi Rançon-Cavenel, membre du Conseil de l'Ordre des avocats de Paris, en charge de la délégation des barreaux d'Ile-de-France.

« Le gouvernement est en train de scier l'un des trois piliers de la République qu'est le pouvoir judiciaire. On est en train de mettre les juges en coupe réglée. Un grave danger réside également dans la déjudiciarisation : on renvoie certaines affaires non pas devant des juges, mais devant des commissions dans lesquelles les justiciables ne sont pas défendus par des avocats. Et là où les droits de la défense sont bafoués, la République est en danger. Dans ce contexte, nous soutenons évidemment les actions de la gauche en faveur de la priorité accordée à la prévention et d'une augmentation du budget de la justice. »

F. C.



PIERRE CHÉRET

François Bayrou, à Pau, on le connaît bien, c'est un expert. Un expert de duplicité : victime à Paris face à l'intrigue et au cynisme de l'UMP, il fait exactement la même chose en province. Candidat contre Mme Lignières-Cassou, socialiste, à la mairie de Pau, François Bayrou, est un homme de droite, le MoDem aussi. Seulement motivé par son destin personnel, il est capable du pire. Le débauchage fait aussi des ravages en province. François Bayrou et ses amis, sur ces terres, se comportent comme Nicolas Sarkozy, pensez-y.

JEAN-JACQUES THOMAS

Se moquant de la Constitution comme de sa première Rolex, Nicolas Sarkozy s'attaque aux institutions. Trop d'échelons, de compétences, de gaspillages, argumente-t-il. Trop de socialistes, pense-t-il en vérité.

Sa pseudo réforme vise à masquer les futurs charcutages électoraux afin de réduire la représentation régionale et étouffer la démocratie territoriale.

Face à ce coup d'État, il faut porter, comme les travaillistes anglais l'ont réussi, une péréquation capable de concilier justice fiscale et équité territoriale en affectant les ressources en fonction des besoins des populations.

LYNDA BELHADI

Message du 92, département le plus riche de France, laboratoire revendiqué du clan du Président.

Dans les quartiers populaires, il faut agir. Le Parti socialiste doit lutter contre toutes les discriminations et permettre aux talents de la diversité et à la diversité des talents de s'exprimer et d'agir.

Face à la droite, notre courage n'a d'égal que notre créativité. Dans la motion A, nous proposons de renouveler nos pratiques. Nous le devons pour gagner les prochaines élections en étant fiers d'être socialistes.

CORINNE BORD

La vie associative est un élément crucial de la cohésion sociale et de la citoyenneté.

Alors que la crise est forte, les demandes sociales se font déjà plus importantes. Quelle est la réponse du gouvernement ? Il ampute de 25 % le budget 2008 des associations d'éducation populaire.

Députés européens, dans la prochaine campagne, mobilisons-nous pour une directive sur les services sociaux d'intérêt général.

Enfin, à la présidentielle, nous proposons un service civique obligatoire. Nous avons travaillé avec Jean Glavany sur un texte. Il nous faut porter cette proposition de loi.

GILLES SAVARY

Je voudrais dire à tous ceux qui ne sont pas arrivés en tête que nous avons besoin d'eux : faisons taire les querelles de personnes ! Ce parti a besoin d'être modernisé, nous devons l'ouvrir, changer ses pratiques, rajeunir ses cadres. Et cette modernisation, ce n'est pas sa fin, c'est sa régénéscence. Regardez ce qui s'est fait dans tous les pays où la gauche est revenue au pouvoir !

Nous pouvons nous retrouver sur l'essentiel pour que le Parti socialiste redevienne crédible et conquérant.

LAURENT BAUMEL

L'unique question posée désormais dans ce congrès est celle de la constitution d'une majorité autour de la défense et de la promotion d'une conception du parti et d'une culture politique. Toutes les contradictions secondaires, toutes les rancœurs accumulées, doivent s'effacer devant la volonté de défendre ensemble trois idées majeures : un, le Parti socialiste n'est pas le réceptacle passif de mouvements contradictoires et successifs de l'opinion : il est une instance d'élaboration collective rassemblant des hommes et des femmes qui ont vocation à proposer des repères solides et des orientations durables à la société française. Deux, les positions politiques du Parti et de ses dirigeants ne doivent pas être dictées par des logiques de communication ou d'image, mais parce qu'elles peuvent contribuer à résoudre les problèmes réels de la société. Trois, en adhérant au Parti socialiste, nous adhérons à des valeurs et à une histoire. Nous sommes les serviteurs laïcs et rationnels d'un héritage, nous ne sommes pas les supporters exaltés de celui ou celle que les circonstances historiques font être le premier secrétaire.

NADIA PELLEFIGUE

Je voudrais pouvoir dire "Camarades, le pire est derrière nous", qu'après ce congrès les Français puissent se dire que le Parti socialiste est de retour, à leurs côtés. Pour cela, la motion C propose une gauche décomplexée, un projet politique assumé et une stratégie de rassemblement de la gauche, de toute la gauche, mais rien que de la gauche. Le monde change, la France change, le PS doit changer. Nous proposons donc le renouvellement politique et générationnel contre le statu quo.

NAJAT VALLAUD-BELKACEM

Allons-nous laisser longtemps encore la droite saper notre modèle social, démanteler nos services publics, aggraver les inégalités et mettre en cause l'indépendance de la justice ou encore des médias ?

Le changement ne peut pas être que pour les autres. Cela ne peut pas être que dans l'Illinois, aux États-Unis, ou imprimé sur quelques T-shirts « Yes, we can ». Le changement, c'est ici aussi. Il y a autour de Ségolène Royal la place pour tous ceux qui continuent de penser que le socialisme, le progrès, la justice sociale sont des idées neuves au XXI^e siècle.



SANDRINE MAZETIER

Nos congrès ont souvent lieu quand l'Histoire bascule. À Rennes quand le Mur de Berlin s'effondrait nous n'avons pas été à la hauteur. Au Mans, après l'embrassement des banlieues, la synthèse fut factice. Aujourd'hui, les crises du système appellent à un sursaut. C'est ce que nous

demandent les militants et au-delà les Français.

Reims doit être le congrès d'un rassemblement majoritaire autour d'idées, de conceptions, de pratiques communes.

La motion D y croit, y invite et je vous y invite avec elle.

GENEVIÈVE COURAUD

Nous devons commencer par nous appliquer la parité à nous-mêmes en adoptant un dispositif assorti de règles et de sanctions que nous pouvons mettre en place le temps de deux mandats : non-cumul des mandats dans l'espace, limitation dans le temps, statut de l'élu,

création d'un Conseil mixte de l'égalité... C'est lorsqu'elles sont enfin visibles en politique que la vie des femmes peut changer dans le bon sens.

Que dire du recul de la laïcité qui nous touche en particulier dans le droit à disposer de notre corps ?

RENAUD LAGRAVE

Au-delà de la crise financière et de ses conséquences économiques lourdes pour les plus défavorisés, nous sommes entrés dans une crise environnementale et énergétique. Je souhaite mettre l'accent sur le thème de l'eau. Dans les Landes, les socialistes, avec Henri Emmanuelli en tant que président du Conseil général, ont décidé il y a plus de dix ans de

mener la bataille de l'eau. Aujourd'hui, près d'une centaine de communes dans notre département ont choisi de reprendre le contrôle de leur réseau, mais surtout le prix de l'eau a baissé partout dans les Landes. Nous aspirons maintenant à ce que notre bataille devienne une bataille nationale des socialistes.



PIERRE-ALAIN MUET

La crise financière qui ébranle le monde n'est pas un accident de parcours. Ce n'est pas la dérive d'un capitalisme financier dévoyé qu'il suffirait de moraliser. C'est l'échec massif et flagrant du libéralisme économique. Et la vraie réponse, la seule réponse à cette crise, ce sont les valeurs et les convictions que nous, socialistes, portons depuis toujours.

Bien avant que la crise financière ne produise ses effets, notre pays traversait une crise profonde, conséquence de la politique de Sarkozy qui a tout promis et rien tenu. Président du pouvoir d'achat ? Le pouvoir d'achat baisse depuis un an ! Président du plein emploi ? L'emploi baisse depuis 6 mois ! Président du retour de la confiance et de la croissance ? La confiance s'est effondrée, la récession est là, et la consommation baisse depuis un an.

Loin d'être dépassée, la social-démocratie est la réponse efficace à la mondialisation libérale. Alors commençons par être nous-mêmes. Et si je me reconnais pleinement dans la motion de Bertrand Delanoë, c'est qu'elle ne rejette rien de notre histoire et affirme clairement ce que nous sommes : un parti socialiste réformiste – osons le dire, social-démocrate –, résolument écologiste et profondément européen.

BERTRAND DELANOË

Au moment où se tient notre congrès, nos concitoyens éprouvent des souffrances sociales profondes. Dans le même temps, disons-le franchement : ils ne croient pas en nous. Notre congrès doit donc trouver une manière de leur redonner confiance et qu'ils se disent demain : il y a un grand Parti de gauche efficace, combatif, pour (...) nous faire espérer dans une alternative.

(...) Il y a besoin demain d'une orientation majoritaire pour faire vivre le Parti socialiste. Nos différences doivent être respectées. Pour ma part, je n'ai voulu à aucun moment, caricaturer, stigmatiser, y compris celles et ceux dont je partage le moins les propositions. (...) Nous défendons l'efficacité de gauche, c'est-à-dire le volontarisme avec les moyens opérationnels. Parce que nous voulons nous battre sur l'emploi, le pouvoir d'achat, redonner une chance aux moyens de la justice sociale, nous savons que nous devons choisir.

Nous devons aussi trouver des compromis sur l'Europe. Il y a presque vingt ans, François Mitterrand demandait un gouvernement économique de l'Europe. Ne pensons-nous pas,

nous les socialistes, en 2008, que ce que disait François Mitterrand en 1992 est plus valable que jamais ?

(...) Un parti de citoyens engagés et responsables, cela s'appelle un parti de militants. Le premier engagement que nous devons partager, c'est que quand les militants décident, aucun d'entre nous n'est au-dessus de leur vote.

(...) Nous devons prendre acte de nos différences sur la question des alliances. (...) En France comme dans les collectivités locales, je le pense plus que jamais : la droite et la gauche, ce n'est pas la même chose.

Je veux conclure en nous appelant au désintéressement. Je lis que je serais le grand perdant de ce congrès. Je vais vous dire : ça m'est égal. Ce qui ne m'est pas égal, c'est que Nicolas Sarkozy ou François Bayrou soient les vainqueurs de ce congrès !

(...) La motion A n'a de raison d'être que pour servir le Parti socialiste. Je suis un militant, et je n'ai aucun intérêt personnel dans l'issue de ce congrès, car il y a plus grand que nous tous. Il y a le socialisme et surtout le devoir que nous avons à accomplir aujourd'hui.



ARNAUD MONTEBOURG

La crise alimentaire, énergétique, s'est transformée sous nos yeux en crise sociale grave ; la crise financière s'est transformée en crise économique grave, mais la crise du capitalisme ne s'est pas encore transformée en adhésions massives au Parti Socialiste.

C'est le divorce avec les classes populaires qui a stoppé net nos désirs de reconquête, et qui aujourd'hui est le problème de notre parti.

Il faut offrir des solutions de gauche dans lesquelles elles peuvent croire. C'est la double bataille pour nous : la lisibilité de nos valeurs de gauche et notre crédibilité.

C'est l'enjeu de la rénovation du parti, réussir les deux, être crédible tout en imaginant, devant un monde nouveau, des solutions nouvelles.

Il faut que nous soyons solides sur nos fondamentaux, sur notre histoire, pour pouvoir ensuite faire muter le Parti car il n'y aura pas de rénovation que nous défendons depuis tant d'années s'il y a des déchirures. Nous avons besoin de nous unir et je remercie Martine Aubry d'avoir eu cette approche rassembleuse, d'écoute de tous, de la main tendue aux uns et aux autres afin aujourd'hui d'être en situation de faire le nouveau Parti socialiste ancré dans ses valeurs et capable d'inventer les solutions de demain. Soyons raisonnables, l'histoire est pour nous.

MANUEL VALLS

Nous voulons tous un parti de militants forts, nous voulons tous un parti de militants avec le respect du vote de ces derniers ! Comme en 2005 sur la Constitution européenne, comme en 2006 sur la désignation de notre candidate à l'élection présidentielle, pourquoi changer alors en 2008 à l'occasion de ce Congrès ? Le vote des militants doit être le talisman de notre rassemblement et de notre unité. Un parti de militants, c'est un parti ouvert sur la société pour revoir ces files d'attente de 2007, ceux qui allaient voter pour la première fois, cette France métissée, ces jeunes, ces citoyens qui, dans les quartiers comme ceux d'Evry, ont voté à 80% pour notre candidate. Or, ces militants, ces adhérents, ces citoyens qui nous ont rejoints, nous les avons rejetés alors que nous en avons besoin pour conquérir le pouvoir ! Il faut donc rassembler tous ceux qui partagent nos valeurs de justice sociale et des libertés, rassembler aussi ceux qui rejettent la politique de Nicolas Sarkozy. C'est sur la base de ces principes que l'on pourra bâtir un grand parti moderne, populaire qui représente l'avenir et l'espoir pour la gauche et pour la France.

PIERRE MOSCOVICI

Quand il s'agit de trouver des réponses, c'est vers la social-démocratie, vers les socialistes, que l'on se tourne. Regardez de quoi il est question aujourd'hui : une page du capitalisme qui se tourne, l'hyper-libéralisme qui a échoué, et les politiques suivies depuis vingt ans qui sont mises au rencard : affirmation de l'État, nationalisations temporaires, voilà les idées des progressistes que nous devons affirmer.

Là encore, ne laissons pas dire à ce président de la République qu'il est socialiste. Oui, on a sauvé les banques en Europe et en France, mais ne fallait-il pas faire autre chose ? Ne faut-il pas, quand il y a intervention publique, demander qu'il y ait un contrôle public. Et ne faut-il pas, surtout, se tourner vers l'Europe pour qu'elle se préoccupe non seulement du système financier mais aussi de ce qu'on appelle, et c'est assez bizarre, l'économie réelle, c'est-à-dire de défendre la production, de soutenir l'activité, de proposer un grand plan européen.

Nous sommes peut-être aussi à un tournant de l'histoire du monde avec la victoire de Barack Obama, une victoire historique que nous saluons parce qu'elle représente un immense espoir partout de par le monde. Elle marque bien sûr la fin des années Bush, mais au-delà de ça, je crois que l'Amérique, cette Amérique que nous aimons parfois critiquer, nous donne une leçon : dans quel pays du monde peut-on voir un jeune congressman, pas encore sénateur, devenir en quatre ans le président de la principale puissance mondiale ? Dans quel pays du monde, ce pays qui a connu la ségrégation il y a moins de cinquante ans, peut-on voir un homme, un métis, un Noir, devenir président des États-Unis ?

La victoire de Barack Obama peut être celle du retour au monde des États-Unis. N'en attendons pas un changement radical, il sera toujours le président d'une puissance qui conserve ses propres tropismes, mais il y a une nouvelle donne que nous devons écouter. Dans cette conjoncture, la responsabilité des socialistes et de tous les progressistes est plus grande que jamais.



« Nous demandons un droit à l'espoir »

Antoine Détourné,
président du MJS

Permettez-moi de dire quelques mots au nom des militants du MJS que vous retrouvez bien souvent à vos côtés dans vos fédérations.

Pourquoi les jeunes se mobilisent-ils autant dans notre pays ? Tout simplement parce que la jeunesse est moins tolérante face à l'intolérable. Moins tolérante quand les droits se transforment en privilèges, quand les libertés se prononcent en permissions, quand l'injustice nourrit la désespérance sociale. Nicolas Sarkozy n'a cessé d'enfoncer ce seuil de tolérance en rendant acceptable l'inacceptable et la jeunesse n'a cessé de le défendre.

Alors, je vous invite en cette matinée à réfléchir au rapport des socialistes à la jeunesse, parce que la jeunesse de 2008 ressemble à la France de 2012. Cette France qui aura vu les piles de CV s'accumuler comme autant d'espoirs brisés par une crise sociale grandissante ; cette France pour qui se soigner sera devenu un luxe, pour qui se loger sera devenu un parcours du combattant. C'est pourquoi nous devons être à la hauteur des aspirations d'une génération qui demande tout simplement un droit à l'espoir.

Cet espoir, c'est à la gauche de le concrétiser. C'est pourquoi le MJS a toujours été aux côtés de ceux qui refusaient l'ordre établi. Les jeunes socialistes n'ont pas quitté la rue depuis des années, ils n'ont pas arrêté de se former, de proposer, de résister face à la droite. Parce que dans chaque conscience qui se révolte, il y a un socialiste en puissance, la responsabilité du MJS est de donner un débouché à ces colères pour que de nombreux jeunes soient au côté de tous les socialistes dans chaque combat et participent au renouvellement de notre famille politique. C'est pourquoi il faut prendre l'autonomie du MJS pour ce qu'elle est, non pas une défiance ou un danger, mais un formidable atout et une opportunité. Nous ne voulons pas être la génération des défaites de la gauche, c'est pourquoi nous comptons sur vous autant que vous pouvez compter sur nous.

MARIE-NOELLE LIENEMANN

La France a besoin d'une gauche offensive. Le talisman de la victoire, c'est l'unité de toute la gauche. La gauche doit porter un projet, une alternative, sans confusion. C'est pourquoi toute alliance avec le MoDem, dont les positions économiques et sociales sont à l'opposé des nôtres, est impossible.

La crise est là, dure. Le cycle du libéralisme triomphant s'achève. Redonner sens au beau mot de socialisme, montrer que le capitalisme financier transnational n'est pas la fin de l'histoire, affirmer une autre vision du monde, et la conviction qu'on peut changer l'ordre des choses : voilà ce qui se joue aujourd'hui.

L'origine de la crise est sociale. Aux USA, les salariés mal payés ne pouvaient plus se loger, se soigner, ils ont été endettés. Depuis 25 ans, le travail est de moins en moins rémunéré tandis que le capital l'est de plus en plus. Sans inverser cela, rien n'est possible.

La remise en cause du libre échange généralisé va de pair. Nous ne prôtons pas l'autarcie mais une réorganisation des échanges en introduisant des critères permettant la hausse des salaires, le développement des modèles sociaux, la garantie des ressources fiscales. Réorientons en profondeur la construction européenne !

30

GÉRARD FILOCHE

Pour gagner en 2007, il aurait fallu dire : oui aux 35 heures, oui aux 1500 euros, oui à la retraite à 60 ans, non aux licenciements boursiers... De 2004 à 2008, la France vote à gauche, on gagne 20 régions sur 22, 2 villes sur 3, 61 départements sur 100 sans « appoint » du Modem. Qui croit qu'on gagne les élections au centre, les perd à gauche. Il ne faut pas aller chercher la nuit, entre deux tours, un homme de droite pour être Premier ministre, la gauche veut quelqu'un de gauche comme Premier ministre !

MARYLISE LEBRANCHU

Notre socialisme est celui de la reconquête idéologique, de la reconquête des Français face aux inégalités sociales et territoriales. La motion conduite par Martine Aubry, a décliné son projet de reconstruction afin de repositionner le PS et la social-démocratie à gauche. Ce qui importe, c'est la crédibilité de notre projet. Notre texte a allié l'exigence et la certitude du changement politique appuyées sur les actes passés : les 35 heures, les emplois jeunes, la CMU, l'APA, ce qui a fait notre force.

Puisque qu'il est temps de retrouver un nouvel espoir, il n'y a pas de perdant dans ce congrès. Le seul qui doit perdre, c'est Nicolas Sarkozy, le seul qui doit prendre conscience que le Parti socialiste est là, c'est le peuple français. Ce congrès doit créer un sursaut collectif pour mettre en place les outils pour travailler et faire trancher par les militants, leur redonner envie et fierté.

La reconquête politique passe par la constitution d'une majorité d'idées, ancrée à gauche, qui renove le Parti socialiste sans déchirer son identité. Il nous faut donc renouveler nos pratiques, nos responsables, avoir une majorité déterminée, enthousiaste. La souffrance des humiliés, des faibles, des pauvres, en France, en Europe et dans le monde, n'attend pas, alors n'attendons pas.





« Pour un système de santé solidaire en France »

Damien Berthillier, président de LMDE (La Mutuelle des Étudiants)

« Ici, je suis attentif aux préoccupations autour du statut social de l'étudiant, qui nous est cher à LMDE : l'allocation d'autonomie des étudiants, la question de l'accès aux soins pour les jeunes, celle des centres de santé... Nous attendons du Parti socialiste qu'il apporte une autre vision, plus ambitieuse, sur un système de santé qui soit véritablement solidaire en France. Des questions très concrètes se posent : est-ce que les franchises médicales seront remises en cause si la gauche est au pouvoir ? Qu'en est-il des dépassements d'honoraires, de la rémunération des médecins, de celle des laboratoires pharmaceutiques ? Nous attendons donc plus de clarté sur ces questions, et une révision du système de santé pour qu'il soit à la fois plus accessible et davantage organisé autour de la prévention. Nous ferons donc en sorte que nos propositions soient reprises tout au long de l'année après ce Congrès. »

S. D.

RAZZY HAMMADI

Je ne pourrai pas m'exprimer devant mes camarades sans exprimer un certain nombre de témoignages qui sont ceux d'une indignation et d'une colère perceptibles autour de nous mais souvent trop peu perceptibles dans nos rangs.

Je veux parler de ces trois jeunes Corses d'origine maghrébine victimes, il y a quelques semaines, d'une attaque à arme à feu en plein milieu d'un après-midi.

Je veux parler de ces jeunes en banlieue parisienne qui régulièrement, chaque semaine, vivent bavures et coups sans suite. Je veux parler de ces hommes et de ces femmes qui dorment dans leurs voitures en attendant que l'usine réouvre.

Il y a quelques années, sur l'ensemble de ces sujets, sur l'ensemble de ces thèmes, à l'écoute de ces témoignages, nous aurions vu des manifestations de centaines de milliers de personnes. Quelquefois, nous donnons le sentiment d'avoir perdu de cette capacité d'indignation, d'avoir perdu de cette colère.

Sur ces thèmes, dans un contexte de crise sociale grave, le Parti socialiste doit comprendre que la xénophobie, les populismes interviennent d'abord dans les têtes avant de se retrouver dans les urnes. Notre objectif aujourd'hui n'est pas tant de suivre l'opinion, mais de préparer un Parti socialiste rénové, rassemblé, renouvelé, prêt à mener la bataille culturelle en étant une véritable organisation d'éducation populaire, une organisation en première ligne pour combattre, pour l'égalité, la laïcité, la solidarité, la fraternité. Le socialisme n'est ni une conception, ni une adaptation, et encore moins une soumission. Il est une révolte et lundi matin nos concitoyens attendront une chose des socialistes français, c'est qu'ils donnent le sentiment qu'ils sont en marche pour cette révolte démocratique éclairée et populaire.

Il faut que nous envoyions un signal fort : le renouvellement. Il faut un nouveau visage à la tête du Parti socialiste, demain, et un visage qui donne l'impression que les têtes ont changé, mais pas seulement les têtes, y compris ce qui se trouve à l'intérieur.

JULIEN DRAY

Il n'y a pas une aile droite et une aile gauche au parti socialiste. Il n'y a pas des radicaux, à qui on montre la porte, et des modérés, avec pour seul horizon la compromission. Il ne doit pas y avoir, dans notre parti, des abonnés à la majorité et des perpétuels minoritaires. Il ne doit plus y avoir, dans notre parti, de militants qui se définissent d'abord comme aubrystes, ségolénistes, fabiusiens, délanoëistes, hamonistes, faute de sentir une autre solidarité possible. Il ne s'agit pas de nier les différences, mais de voir comment, ensemble, nous pouvons les surmonter.

Au bout de ce congrès, nous devons faire front tous ensemble au sein de la gauche, devant les Français et face à la droite, et dire d'une seule voix, forte de toutes nos voix : nous sommes les socialistes, nous sommes unis, et nous sommes de retour dans la bataille pour un monde nouveau. [...] Nous devons nous poser une seule question. Pour un électeur de gauche, pour un jeune, pour une femme salariée, le Parti socialiste porte-t-il encore, en 2008, un espoir, une promesse ? Est-il encore capable de changer leur vie ?



MICHEL DESTOT

Nous faisons la même analyse, nous vivons à travers le pays les mêmes situations avec aggravation des inégalités sociales, avec la remise en cause des services publics, avec la stigmatisation d'une partie de notre population. Et partout, nous luttons contre la politique de la droite responsable de cette casse sociale et humaine.

Nous avons gagné, encore dernièrement contre le gouvernement dans la bataille sur la dotation de solidarité urbaine, pourquoi serions-nous incapables de le faire au plan national ? Pour ma part, je me refuse à ce qu'on se résigne à la fatalité d'une gauche qui fait ses preuves sur le terrain mais qui ne semble pas en mesure de proposer un projet crédible au pays.

Il ne peut y avoir pour les socialistes une orientation pour le local, une autre pour le national, une troisième pour l'Europe, une quatrième pour l'international. Il doit y avoir une même logique, une même cohérence, une même espérance. C'est ce que nous avons voulu exprimer avec force, avec sérieux, avec Bertrand Delanoë. Il faut être capable de proposer une orientation, une stratégie cohérentes, avec des pensées fortes et sans arrière-pensées machiavéliques, avec un Parti socialiste debout, ouvert sur le monde car fraternel en son sein.

FRANÇOIS REBSAMEN

Depuis le début des années 90, le vent mauvais de l'idéologie de droite, souffle sur notre pays. C'est l'individualisation de tous les rapports sociaux. Elle légitime les inégalités et pousse à la communautarisation des esprits puisqu'il n'y a plus d'intérêt général, allant jusqu'à remettre en cause la laïcité. Et tout cela sur fond d'un ultra libéralisme économique, il faut bien le reconnaître, que nous avons nous-mêmes plus souvent accompagné que combattu.

C'est cette défaite idéologique qui, au niveau national, est la cause première de nos défaites. Alors, au moment où s'effondre le

capitalisme financier, il nous faut repartir à la conquête idéologique, solidement et fièrement adossés aux valeurs qui fondent l'histoire du socialisme démocratique.

Depuis Épinay, la stratégie mise en place par François Mitterrand a toujours été appliquée : rassembler les socialistes, puis la gauche, se tourner vers l'extrême gauche, et ensuite rassembler sur nos propositions les démocrates opposés à la politique de Nicolas Sarkozy.

Pour gagner, il nous faut respecter la règle des trois "O" : des orientations partagées et clarifiées, une organisation rassemblée et une ouverture acceptée.

BERNARD POIGNANT

Le premier rendez-vous de la nouvelle direction sera l'élection européenne de juin 2009. C'est une élection difficile qui va de 14,5 % en 1994 à 29 % en 2004. C'est pour le moins un résultat élastique.

Je me permets de lui donner déjà six conseils pour élaborer les listes de candidats :

1. assurer une continuité avec la Délégation sortante. C'est nécessaire pour le travail parlementaire. Il ne faut pas casser les expériences acquises.
 2. Exiger une implication tendant à spécialiser des camarades pour être influent dans le Parlement.
 3. Instituer la règle suivante : un député européen s'engage à le rester 5 ans et à ne pas brigner un mandat parlementaire national.
 4. Limiter le cumul des mandats pour se mettre à égalité avec les élus des autres pays.
 5. Évitez de constituer les listes avec le seul critère du résultat des motions.
 6. Tourner la page de la discorde européenne dès lors que le Traité de Lisbonne est désormais ratifié par la France. Parlons des politiques à mener, pas seulement des institutions.
- Enfin, il restera à faire connaître le Manifeste du PSE. C'est quand même une élection...EUROPÉENNE !

MARIETTA KARAMANLI

Le capitalisme a choisi un cadre mondial et les politiques sociales sont restées de l'ordre des questions intérieures à chaque État. Il nous faut donc réarmer la puissance publique par une politique active d'investissements au service de l'éducation, de la recherche et de l'emploi. Le renouvellement de notre parti passe par plus de pouvoir à des organes délibérants, plus représentatifs, plus ressemblants de la diversité de nos militants (femmes, minorités visibles ou culturelles, catégories sociales...), plus disponibles aussi à travailler avec eux.

OLIVIER GIRARDIN

Comment être utile à ceux qui, à deux pas d'ici n'en peuvent plus de prendre des coups ? Il nous faut une politique salariale qui rééquilibre la répartition capital/travail, affronter sans tabou la question du libre échange. Sans cela, nous ne serons pas crédibles. Même avec un candidat qui incarne la rénovation...

La rénovation justement... Au PS, il faut qu'il se passe quelque chose, un vrai renouvellement qui s'incarne, qui s'entende et qui se voit. Portons à notre tête, un leader nouveau et des orientations fortes montrant que nous ne renonçons pas à affronter le gros temps. À ce moment, les gens croiront à nouveau en nous.

GAËTAN GORCE

Penser en liberté, agir en sincérité comme le disait, le voulait, le faisait Pierre Mendès France, c'est cela la rénovation.

À l'extérieur de cette salle, des femmes et des hommes qui n'ont d'autre intérêt à nos débats que de savoir s'ils pourront demain reprendre espoir, des femmes et des hommes soucieux du nouveau visage que prend le monde, attendent de nous un message clair. La gauche représente pour eux plus qu'un programme ou un parti, mais le moyen de rendre leur vie, comme celle de leurs enfants, meilleure.

Ils attendent de nous un renouvelle-

ment, une rigueur, un sérieux, un professionnalisme; ils attendent de nous de la générosité des comportements comme des idées. C'est cela aussi, la rénovation. C'est un nouveau parti qui doit sortir de ce congrès, un parti neuf avec une nouvelle ambition et un nouvel état d'esprit.

Alors, écartons les petits calculs, refusons les alliances contre nature et nous sortirons de ce congrès réconciliés avec nous-mêmes, fiers, non d'avoir empêché, mais d'avoir entrepris quelque chose de plus fort et de plus grand que nous. Cela s'appelle la rénovation de la gauche et du Parti socialiste.

■
34

FRANCK PUPUNAT

La motion UTOPIA, « Socialiste, Altermondialistes, Écologistes » a décidé de se joindre à la motion C, la motion portée par Benoît Hamon. Avoir un monde d'avance, c'est aussi revendiquer un positionnement écologiste et altermondialiste.

Il s'agit d'un rapprochement de fond avec plus de 15 pages d'amendements qui reprennent 5 points identifiants pour le mouvement UTOPIA :

1. le dépassement du système capitaliste et notre alterdéveloppement
2. les nouveaux indicateurs de richesse

3. la dimension écologique et notamment le scénario négawatt et l'organisation d'un grand débat sur le nucléaire et ses risques

4. l'accès aux droits fondamentaux (1^{ères} tranches d'eau et d'électricité gratuites) et l'accès universel aux soins

5. la mise en place d'une nouvelle politique de migration avec la régularisation de l'ensemble des sans papiers.

Dans les années à venir, le mouvement UTOPIA continuera sans relâche à défendre un idéal, à poser la question du sens. Vous pourrez compter sur nous !



D. R.



« En Tunisie, nous envions

le Congrès du PS »

Mustapha Ben Jaâfar, secrétaire général du Forum démocratique pour le travail et les libertés en Tunisie.

« En Tunisie, il y a un verrouillage quasi total de la vie politique. Fondé en 1994, notre parti n'a été reconnu que huit ans plus tard et depuis sa légalisation, on l'empêche de fonctionner. C'est un pluralisme de façade qui ne correspond en rien à la démocratie. Ainsi, vu de l'extérieur, le Congrès du Parti socialiste français, suscite chez nous un sentiment d'envie. Car nous aimerions construire notre parti un peu à l'image du PS français, c'est-à-dire un cadre essentiellement fait pour le dialogue. Mais nous craignons que le débat issu de la défaite de la présidentielle n'en finisse pas. La cohésion est pourtant essentielle, dans le cadre d'une crise sans précédent qui conforte les thèses de la gauche et lui donne une responsabilité particulière. Il n'y a que les socialistes qui puissent un jour changer la vision sécuritaire de l'Europe vis-à-vis des pays du Sud. Imposer une véritable politique de co-développement. »

GÉRARD COLLOMB

Nous avons tous ces derniers temps éprouvé un sentiment d'impuissance, devant des mesures gouvernementales qui ont suscité en nous frustration, indignation et même parfois colère. Car nous savons qu'un autre modèle est possible. Nous savons surtout qu'il nous reste peu de temps pour le porter : un peu moins de 4 ans pour gagner.

Nous sommes ici parce que ce qui guide notre engagement militant, c'est une certaine conception éthique de la société. Et c'est cette exigence absolue de l'éthique que vient remettre au premier plan la crise financière.

Nous pourrions donc être entendus par tous ceux et toutes celles qui se sentent menacés par la récession, souhaitent voir se développer, dans notre pays, une économie productive et non une économie de la rente.

C'est pourquoi il y a urgence à présenter les propositions des socialistes pour faire face à la crise. Elles doivent être le cœur même du travail de notre commission des résolutions afin que le congrès de Reims lance un message clair aux Français.

Ce message doit porter sur une nouvelle répartition entre revenus du capital et revenus du travail, évoquer une nouvelle fiscalité, proposer un plan de soutien aux PME, inciter à une meilleure mobilisation de l'épargne au service de nos industries, relancer les politiques de l'innovation et préconiser un programme ambitieux de réalisations de grandes infrastructures.

Pour gagner en 2012, nous devons revendiquer nos valeurs d'égalité, de justice, d'équité, de fraternité, de solidarité. Mais nous devons aussi convaincre que vouloir une société plus juste, vouloir une société plus équilibrée sur le plan écologique, permet de construire une société plus efficiente.

Aujourd'hui, tous les éléments sont réunis. Le PS peut prendre un nouveau départ. Il peut susciter à nouveau l'espérance si nous nous rassemblons !

Ce rassemblement, nous le devons aux militants qui ont clairement exprimé leurs attentes le 6 novembre ainsi qu'aux Français qui comptent sur nous pour offrir au pays une véritable alternative.

LAURENT FABIUS

Il y a 3 batailles.

Bataille sur les analyses de la crise. La question de fond est la répartition injuste des fruits de la croissance entre capital et travail. C'est parce que l'exigence de rentabilité du capital a été massivement augmentée qu'ont été cherchées des procédures sophistiquées pour le sur-rémunérer. La solution à la crise ne peut être, comme le propose le MoDem, d'amputer les revenus du travail au bénéfice du capital. Une autre crise se profile, écologique, encore plus dangereuse. Socialistes, régulateurs, nous avons raison dans nos analyses.

Bataille sur les solutions. On peut s'attendre prochainement en France à 300 000 suppressions d'emplois. Au G20, l'Amérique, même celle d'Obama, acceptera-t-elle de dégrader une épargne intérieure suffisante pour financer son mode de vie ? Cet empire et les autres, notamment la Chine, accepteront-ils le multilatérisme ? L'Europe est une réponse à la crise, car elle n'est pas un projet de domination mais de civilisation. Il faut un grand plan européen d'investissement pour l'énergie, la recherche, les transports collec-

tifs. Que l'Europe agisse pour les continents pauvres, dont le continent africain. Sarkozy régulateur, certainement pas à l'intérieur ! Nous proposons de mettre en cause le "boulet fiscal", de donner priorité à l'augmentation des petites retraites et des salaires, à l'éducation, au logement, aux collectivités locales.

Bataille des pouvoirs. Le sarkozysme, c'est une autocratie, un gouvernement du président, par le président, pour le président. Il faut refuser la mainmise financière, l'autocratie audiovisuelle et les charcutages électoraux. Ah, le rêve de la droite ! Des régions de gauche passant à droite ! Nous ne laissons pas la possibilité de l'alternance être remise en cause.

Il y a bien entre nous un débat sur les alliances, qui donnent ou retirent sa crédibilité à la ligne politique. J'ai entendu Bertrand Delanoë et j'ai lu la motion de Benoît Hamon. Je suis d'accord avec eux sur les alliances. Nous devons revendiquer l'ancrage à gauche mais refuser l'alliance avec le MoDem. Il s'agit de notre identité socialiste et de la seule stratégie gagnante.

36

DELPHINE BATHO

Nous voulons tous ensemble faire un Parti socialiste populaire car nous voulons reconquérir les catégories populaires, les ouvriers, les employés, les salariés, sans lesquels aucune victoire de la gauche n'est possible. C'est l'ambition que nous nous étions fixée au congrès de Dijon, après le 21 avril 2002. Ce travail, nous l'avons poursuivi pendant la présidentielle, avec pour résultat qu'une majorité d'ouvriers et d'employés a voté le 6 mai 2007 pour Ségolène Royal. Désormais la droite divise le salariat, eh bien nous, nous devons unir ! La dégradation de la condition salariale est une des causes principales de la crise financière, car à défaut de salaires, on a vendu aux gens des crédits. Mais il faut sortir des constats sur la fragmentation de la société française, divisée en catégories sociales qui se jalouent. À force, nos propositions ressemblent à une addition de mesures répondant chacune à des demandes catégorielles. Nous devons porter des mots d'ordre plus rassembleurs. Le mot d'ordre, c'est la société du travail bien rémunéré et une nouvelle répartition des richesses. Le travail doit assurer de quoi vivre, voilà ce que doivent dire tous les socialistes pour unir ceux qui sont déclassés et ceux qui ont peur du déclassement.



SÉGOLÈNE ROYAL

(...) Or donc, cela commencera ainsi : nous nous parlerons et nous nous écouterons et nous écouterons tous ceux qui nous auront rejoints car nous aurons immédiatement ouvert nos portes. Oui, sans crainte, nous ouvrirons les portes. Car nous avons à transmettre autant qu'à recevoir. Et puis comment briguer l'honneur et la charge de représenter le peuple, si le Parti socialiste n'est pas massivement représentatif du peuple ?

C'est pourquoi nous maintenons qu'une cotisation à prix modique est une des conditions de transformation de notre parti en grand parti populaire. Et nous maintenons que le don le plus précieux que les militants font au parti, c'est celui de leur temps et de leur talent. Nous ne voulons pas que le montant de la cotisation soit un obstacle à l'adhésion du plus grand nombre à notre Parti.

Soyons vrais. Les ressources du parti ne sont pas menacées par cette proposition. Nous recevons vingt-trois millions d'euros au titre du financement des partis politiques et le

Parti a payé depuis 2002 près de 8 millions d'euros de pénalités. Pourquoi ? Parce que le Parti socialiste ne respecte pas la loi sur la parité ! Allons chercher ensemble l'argent où il est et réalisons la parité.

Notre Parti, pour revivre à l'action, doit être hospitalier à tous les citoyens, aux femmes, aux anciens, aux jeunes qui, vivant en France sans en être encore citoyens, aspirent à cette citoyenneté. Bref à toutes celles et à tous ceux qui veulent participer à la France, à sa quête d'une société meilleure, à ses efforts pour être plus fraternelle au monde et, pourquoi ne pas oser le dire, plus solidaire des démunis.

Nous écouterons aussi ceux qui ne nous aiment pas, et qui frappent à des portes que nous n'aimons pas. Leurs cris doivent être entendus, leurs plaintes doivent être comprises. Pas seulement en France. Les cris des peuples du monde entier doivent résonner au sein du Parti socialiste, car le PS est avant toute chose un parti internationaliste (...)



GÉRAUD GUIBERT

La conviction de ceux qui se sont regroupés au sein du pôle écologique est que seule la prise en compte des nouveaux enjeux de ce siècle peut permettre de redonner au socialisme une nouvelle force.

Il faut construire une nouvelle cohérence de notre projet, lui redonner du sens en conciliant urgence sociale, écologique et économique.

Nous devons refuser une fois pour toutes que l'enjeu écologique soit dans les faits sous-traité à d'autres, au-delà des bonnes intentions de nos textes et de nos déclarations.

Notre congrès doit être fondateur, celui du socialisme du XXI^e siècle, écologique, social, participatif, numérique, un nouvel espoir global, enthousiasmant, celui d'une transformation radicale, pour un mode de développement plus humain et plus solidaire.

Ce congrès doit constituer une étape essentielle, offensive, de renouvellement et de rassemblement, autour de la motion arrivée en tête, conformément à nos règles et au respect des militants.

VICTORIN LUREL

Je viens de ces terres ultramarines dont les couleurs métissées préfigurent la France de demain. Or, ce que la société française accepte, les institutions, le système politique, les états-majors un peu trop mixophobes, le pèsent ou ne le consentent que du bout des lèvres. Nous devrions être les plus ardents promoteurs d'une meilleure représentation de la diversité. Ils voient Barack Obama et ils veulent leur place, toute leur place, tout de suite !



38

MARTINE AUBRY

Chaque délégué mesure la gravité de l'instant présent : les Français vont mal, notre pays s'enfonçe dans la récession, les mois qui viennent annoncent encore davantage de dureté, de violence. Les salariés, les familles, les jeunes sont désarmés, déseparés face aux fermetures totales ou partielles de nombreuses entreprises. Le libéralisme est en crise, ce monde où ceux qui font de l'argent pour de l'argent ont toujours davantage et les autres toujours moins, démontre sa folie. Ce modèle, c'est aussi celui de Nicolas Sarkozy, la consommation, l'argent, l'exaltation des gagnants. Derrière les mots doux de la droite, le cynisme dicte les mesures les plus dures : l'ouverture des magasins le dimanche quand baisse le pouvoir d'achat et les brèches dans l'âge de la retraite, quand le chômage augmente.

Le mot « socialisme » devrait être dans toutes les têtes. Pourtant, les Français ne nous regardent pas encore.

Je veux voir à Reims renaître le Parti socialiste et, pour cela, il nous faut tout simplement retrouver la politique et retrouver la gauche. D'abord, dire ce que nous récusons : la toute

puissance du marché, la loi de la concurrence dans toutes les activités humaines, le repli sur soi. Puis dire ce que nous voulons : donner une vision et un sens au monde. Le socialisme, dans le fond, c'est simple, c'est porter chacun au plus haut de lui-même, faire civilisation, laisser une trace, s'ouvrir à ceux qui sont différents.

Le message des militants a été clair : il faut changer le Parti Socialiste, garder ses valeurs, être fiers de son histoire mais changer ses pratiques et son fonctionnement. Nous voulons un Parti d'opposition qui dénonce et qui propose. Il nous faut retrouver le chemin du mouvement social et des manifestations. Ouvrir les portes et les fenêtres aux syndicalistes, aux associations, aux intellectuels, aux artistes, à tous ceux qui résistent à la politique de la droite.

Un Parti socialiste clairement ancré à gauche, profondément européen, fort de ses militants et respectueux de ceux-ci : voilà le parti au cœur de la gauche, capable de rassembler pour gagner auquel j'entends consacrer toute mon énergie et toute ma passion !



PIERRE LARROUTOUROU

Aujourd'hui il faut provoquer un sursaut. Voilà pourquoi, avec Benoît Hamon, nous voulons vraiment provoquer un sursaut européen. Les Français attendent de nous des propositions concrètes. Elles ont souvent été caricaturées. Ce que nous demandons avec Benoît, ce n'est pas que l'Europe ferme ses frontières, c'est que l'Europe ouvre ses yeux et qu'elle agisse réellement, qu'elle sorte de sa naïveté.

Aujourd'hui, l'Europe a un rôle clé à jouer pour sortir de la crise. L'Europe est le premier client commercial de la Chine et quand on est le premier client, on peut négocier.



D.R.

« Lutter pour le triomphe de la justice sociale »

Martin Ziguelé, président du Mouvement de libération du peuple centrafricain

« Le Congrès du PS est un exercice éminemment démocratique. Un exercice que notre parti suit avec attention. Car le PS n'est pas un parti dont l'existence intéresse uniquement les Français. De par la position de la France dans le monde, et dans le monde francophone en particulier, tout ce qui s'y passe a un impact sur la vie des partis politiques et de l'intelligentsia des pays du Sud. C'est pourquoi nous souhaitons que la démocratie triomphe dans le bon sens à l'intérieur du parti, c'est-à-dire dans le sens de l'unité. Le combat sans relâche contre l'injustice doit rester un socle pour l'avenir. Car plus le PS sera fort, plus nous, partis de gauche du monde, seront forts. Et nous pourrons ensemble lutter dans nos pays respectifs, et dans la solidarité qui caractérise notre démarche commune, pour le triomphe de la justice sociale. »

JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS

Ce monde a besoin d'un nouveau modèle de développement, il n'est pas trop tard, la partie ne fait que commencer. L'idée qu'une bonne récession pourrait purger le monde des excès du passé est totalement ridicule. La récession sociale est devant nous, elle va exiger des socialistes imagination et combativité. Après un long engourdissement, entendez dans le pays comment les militants de toutes tendances se mobilisent, écoutez comment, dans les usines, dans les ateliers, on ne peut plus accepter la situation telle qu'elle est !

Nicolas Sarkozy court après les événements avec des paroles, mais les faits sont têtus, ils ont pour nom endettement, croissance nulle, dépression du pouvoir d'achat, les collectivités locales sont étranglées, les ménages endettés, les entreprises apeurées et les caisses sont toujours désespérément vides. La France de Nicolas Sarkozy va mal et le pays ne va pas l'accepter longtemps car la France est frappée par la crise plus fortement que les autres pays d'Europe. La France va mal, très mal. Sous Nicolas Sarkozy, nous assistons à une narcissisation des comportements, mal beaucoup plus profond que l'individualisme. L'urgence sociale va être là et il n'est pas trop tard, l'alternative commence. Elle doit être audacieuse, elle doit être pensée, elle ne doit pas être improvisée. Et c'est ici que se joue le destin collectif de notre parti, le Parti socialiste n'est pas une donnée immuable garantie par des gains électoraux, le Parti socialiste n'est pas un vague mouvement plus ou moins populaire subordonné à un destin personnel. Le Parti socialiste ne doit être, ni un mouvement sans rivages ni contours, ni une forteresse abritée des vents de l'histoire.

LIÊM HOANG-NGOC

Le monde change. Les socialistes doivent penser un nouveau mode de régulation où l'interventionnisme public joue un rôle clé en matière financière et industrielle. Un grand soir fiscal, accouchant d'un grand impôt universel sur le revenu, évitera que l'effort de financement de l'action publique ne pèse sur les classes moyennes et modestes, aujourd'hui durement touchées. La crise du pouvoir d'achat ne saurait être résolue sans mettre un terme à la dégradation de la part des salaires dans la répartition des revenus. Dans tous les pays européens, les socialistes doivent proposer aux partenaires

sociaux l'indexation des salaires sur les gains de productivité. Cette mesure n'est pas inflationniste. Une réforme de l'impôt sur les sociétés, rendant celui-ci progressif et modulé selon l'usage fait des bénéficiaires, doit en amortir le choc pour les PME. L'extension de l'assiette de financement de la protection sociale, et non le recul de l'âge de la retraite, doit être la piste privilégiée pour préserver le système de retraites par répartition. Enfin la gauche doit prendre conscience que la pression à la baisse sur les normes sociales ne saurait s'atténuer sans un encadrement du libre-échange.

VINCENT PEILLON

Ce congrès n'a qu'un seul intérêt : nous faire comprendre les difficultés qui ont été les nôtres au cours de ces dernières années et nous permettre ensemble de les résoudre. La seule question qui vaille pour tous les socialistes, c'est comment serions-nous en capacité de gagner en 2012 et d'appliquer après une politique qui collectivement fasse honneur aux valeurs que nous portons, de liberté, de justice sociale et d'égalité ? Pour cela, nous avons des défis à relever. Ce ne sont pas les défis d'un homme, d'une femme, ce sont les défis de notre famille. Le premier, être capable de reformuler une pen-

sée économique cohérente qui n'oscille pas entre la dérive social-libérale et le retour aux vieilles lunes du passé, mais qui soit capable de construire en France et le monde d'aujourd'hui, en Europe et la mondialisation, une stratégie conquérante de croissance. Le deuxième défi, c'est la refondation républicaine. Parce que c'est là que notre gauche a été blessée, parce que nous voulons l'égalité des conditions, parce que nous considérons que toute femme, tout homme, tout enfant, quelle que soit sa distinction de pays, d'origine, de croyance, partage la même humanité.

HARLEM DÉSIR

Chacun a défendu sa conviction et sont apparues des différences et des convergences. Il nous faut prendre acte d'un désaccord stratégique qui ne peut attendre un référendum puisqu'il concerne un élément central de notre ligne depuis Épinay, le rassemblement à gauche. Ces décisions relèvent du congrès, non pas parce qu'il s'agirait de ne pas s'en remettre à la décision des militants, mais parce que les motions se sont exprimées sur la stratégie, et celles qui se sont exprimées pour l'ancrage à gauche ont recueilli plus de 70% du suffrage des militants. Il faut un rassemblement majori-

taire de ceux qui ont l'essentiel en commun. Unité des socialistes qui ne veulent pas d'alliance à droite, qui veulent un parti de militants, unité de la majorité des socialistes. Voilà l'état d'esprit dans lequel est notre motion. Continuez jusqu'au bout de ce congrès le débat avec celles et ceux qui, sur l'orientation, la conception du parti et des alliances, souhaitent que ce congrès débouche sur la majorité voulue par les militants, sur la majorité de ceux qui veulent que s'ouvre et se renove le Parti socialiste, mais qu'existe une force de gauche dans ce pays qui soit encore demain le Parti socialiste.



« Rendre sa place à l'école »

D.R.

HENRI EMMANUELLI

La crise que nous vivons, et qui est l'actualité de nos concitoyens, a avant tout des racines sociales. La modification du partage des richesses au profit des actionnaires, au détriment des salariés a bloqué la progression du salaire médian en pouvoir d'achat et a conduit à lâcher le crédit pour soutenir l'activité(...). Au-delà des mesures techniques qui pourront être trouvées assez facilement, le vrai combat politique que nous devons porter est celui d'une meilleure répartition des richesses car l'égalité est au coeur du projet socialiste.(...)

Pour mener ce combat, nous aurons besoin d'un projet mais aussi de clarté. En politique, il est impossible de dissocier la stratégie du projet. Aucune des grandes conquêtes sociales de ce pays n'a reçu le soutien du centre droit, toutes sont dues à la gauche rassemblée.

Il y a bien sûr des sujets sur lesquels nous avons des divergences : l'Europe à qui nous devons donner un contenu social et politique, mais aussi la défense de l'industrie et la restriction au libre-échange. Sur tous ces sujets, nous pouvons nous rassembler. La méthode est connue, elle nous a permis de gagner en 97 : une série de conventions, ouvertes à tous, où nous avons su dégager des propositions après un travail approfondi.(...)

Et puis il faut du renouvellement. Je ne pense pas que ce soit déterminant mais les Français ont envie de voir de nouvelles têtes s'ajouter à la belle galerie de portraits de notre parti. Et plutôt que d'en parler indéfiniment, je me suis dit : passons aux actes ! J'ai confié à Benoît Hamon, un jeune camarade, expérimenté quand même, le soin de mener la motion dont je suis signataire. Il a su créer une dynamique. Toutes les motions ont des talents à mettre à disposition d'une équipe de direction renouvelée, à nous, grands portraits, de les aider et travailler, ils nous le demanderont. Alors le renouvellement oui. Mais il ne suffit pas d'ouvrir la cabine de pilotage, il faut aussi leur laisser le siège dans la cabine.

Patrick Gonthier, secrétaire général UNSA éducation
« En matière d'éducation, le PS a pris des options importantes sur la démocratisation du système éducatif, avec un objectif de réussite de tous les élèves qui est bien évidemment fondamental. Le PS a, de plus, avancé des propositions importantes sur la rénovation du système, en particulier sur le travail d'équipe et sur la formation, à l'heure où le gouvernement compte réformer les IUFM. Le PS devrait maintenant davantage se tourner vers la question de la formation initiale, de la formation professionnelle et permanente et sur le droit à la formation pour ceux qui n'en ont pas bénéficié dans leur formation initiale. De plus, il y a urgence à clarifier l'articulation entre une politique nationale et une politique territoriale de l'éducation. Nous devons rendre sa place à l'école, malmenée par le gouvernement actuel, et en cela, nous espérons pouvoir faire confiance au PS. »

Après la commission des résolutions...

Dimanche matin, l'heure était venue de rendre compte des conclusions sorties de la commission des résolutions, qui s'était tenue la veille. Alain Bergounioux, pour la direction du parti, a livré un rapport très factuel ; puis Bertrand Delanoë, Mireille le Corre, Marylise Lebranchu et Vincent Peillon, se sont succédé à la tribune pour expliquer leurs votes. Extraits.

Alain Bergounioux



Dans un premier temps, le président de la commission, François Hollande, a proposé de soumettre la motion E à une possibilité d'accord. Le représentant de cette motion a indiqué qu'à son sens, il y avait une proximité des points de vue et il a listé un certain nombre de points difficiles ou de discussions sur la politique salariale, la nature du modèle social-démocrate, la conception du Parti, la stratégie des alliances.

La motion A s'est félicitée des échanges des jours précédents. Un ensemble de points posait problème, qui avait été pointé dans les journées précédentes et lors du congrès. Notamment la question de la stratégie politique et des alliances. La motion D a évoqué d'emblée des divergences plus importantes sur la nature de la crise du capitalisme financier, sur la question du pouvoir d'achat et notamment du SMIC, sur la question européenne - traitée de manière peut-

être trop sommaire dans les textes et dans les échanges épistolaires avec la motion E -, la question des alliances et la question de la conception du Parti. Le représentant de la motion C a fait de même, ajoutant à ces divergences la question du libre-échange, de la maîtrise des échanges, la question de la protection sociale, de la réforme fiscale, le rapport entre le capital et le travail, et bien sûr la conception du Parti et les alliances.

À ce stade, envisager un texte commun paraissait difficile. Alors, un débat de plus d'une heure et demie s'est engagé pour savoir si ces points de difficulté pouvaient être réduits. D'après les représentants de la motion E, il paraissait possible de lever certains malentendus, tout en admettant que les divergences étaient sans doute plus fortes avec la motion C, notamment à propos de la question du libre-échange et de la question européenne. Les représentants ont débattu sur la difficulté ou non de présenter des amendements par rapport à ces décisions globales. Sur le fond, la discussion s'est nouée sur la question des alliances, de la stratégie politique, et sur la proposition faite par la motion E d'un référendum militant interne sur cette question des alliances à l'issue du congrès. Mais ces difficultés de fond ont demeuré. Il a été pris acte, à l'issue d'un

vote, que la synthèse entre les quatre motions était impossible.

Là, s'est engagé le deuxième temps de la commission des résolutions. Sur proposition du président de la commission, elle a recherché une majorité autour des trois autres motions. Une longue interruption de séance s'est alors produite. Deux groupes de travail se sont mis en place, l'un a travaillé sur un texte, et l'autre a réfléchi pour savoir s'il y avait une dynamique de gouvernement du parti possible entre les représentants de ces trois motions. À la reprise de la commission des résolutions vers 2h du matin, il est apparu qu'il n'y avait pas accord entre ces trois motions.

Bertrand Delanoë



Hier matin, ici même, je disais à quel point il fallait concilier, si l'on pouvait, vérité de nos convictions et compromis, pour permettre de présenter une orientation politique à vocation majoritaire, de manière à ce que le Parti socialiste soit au rendez-vous que lui fixent nos concitoyens dès aujourd'hui.

Malheureusement, cela n'a pas été possible. Mais cela s'est déroulé dans la vérité des convictions. Avec la motion E, les représentants de la motion A se sont comportés en camarades qui veulent continuer à militer ensemble, mais qui assument les différences politiques existantes.

Nous voulions trouver un accord politique, un rassemblement, avec les motions avec lesquelles nous pensions avoir l'essentiel en commun. Nous n'avons pas trouvé ce compromis, les motions A, D et C n'ont pas pu proposer une orientation politique et un dispositif humain commun. Je le regrette, mais je vous avais dit aussi hier matin que la vocation de la motion A, c'était de restituer toute la force qu'elle a au service du Parti socialiste. C'est pourquoi nous avons décidé de ne pas rajouter à ce qui est appelé par la presse la « guerre des chefs », ou ce que certains d'entre nous pourraient ressentir comme de la confusion ou un risque de division. Donc, en conscience, nous n'aurons pas de candidat au poste de Premier secrétaire.

Je suis triste et déçu ce matin, mais quand on est militant, on ne désespère jamais de la cause que l'on sert et de l'instrument indispensable à cette cause. Je crois dans le socialisme, je crois dans l'instrument indispensable pour que notre énergie, notre talent, notre rassemblement servent le seul objectif qui vaille : produire du progrès social réel dans la vie de nos concitoyens.

Mireille Le Corre



Dès le début de la commission des résolutions, nous avons, avec Benoît Hamon, rappelé nos exigences : la lutte contre le dumping social et environnemental en Europe ; le maintien de notre

système social, de notre système de retraites, et notre capacité à défendre ce modèle ; la redistribution des richesses, qui suppose un outil fiscal ; sur la façon dont nous répondons à la répartition entre le capital et le travail. Parce que nous ne pouvons plus seulement constater cette dégradation comme nous le faisons depuis vingt ans, nous demandons à ce que des moyens d'agir soient véritablement mis en place par les socialistes ; enfin sur la question des alliances. Pour nous, et il ne s'agit pas d'un prétexte, le contenu du projet est indissociable de la stratégie. La motion E a proposé de renvoyer cette question au vote des militants. À notre sens, cela ne résout pas le problème, mais risque de le retarder. C'est bien une divergence de fond que nous assumons sur cette question.

Sur la base de ces cinq points, nous n'avons pu considérer qu'une synthèse était possible avec le texte de la motion E. Nous avons ensuite recherché une solution avec ceux qui pouvaient partager des analyses communes. Cela n'a pas été possible. La conséquence logique de ce constat est la candidature au poste de Premier secrétaire de Benoît Hamon.

Mon sentiment est que nous avons peur pour notre parti, et cette peur est légitime car *in fine*, ce n'est pas un problème d'appareil, mais bien l'existence ou non d'un parti de gauche offensif que nous défendons face aux vraies peurs, les peurs sociales qui existent dans notre pays. Mais pour sortir de cette peur qui nous paralyse, il nous faut nous ressaisir, et c'est avec gravité et en responsabilité que nous disons que cette fois, la clarté doit s'imposer, la franchise sur nos divergences doit s'imposer. Il est temps que le Parti socialiste connaisse le sursaut que ma génération et que les Français attendent de lui.

Marylise Lebranchu



Nos divergences avec le texte de la motion arrivée en tête ne pouvaient se régler en quelques minutes sur un certain nombre de points, notamment le MoDem et les alliances. On ne peut pas parler d'alliances si on ne parle pas projet politique. Nous avons donc évoqué d'autres points, comme les salaires, la réponse à la question sociale, l'absence d'engagement sur le SMIC par exemple, le libre-échange, la mise en place des tarifs extérieurs respectant les critères sociaux et environnementaux, et enfin la conception du parti.

Lorsque l'absence d'accord a été actée, restait une autre position possible, un rapprochement entre les motions A, D, C. Il n'y avait pas de préalable de la motion D sur une candidature. La motion A pensait, et on peut la comprendre, que le candidat devait émaner de ses rangs. Devant cette situation, Martine Aubry, au nom de la motion D, a essayé de soutenir d'autres candidats qu'elle-même, et d'autres candidats qu'un candidat issu de la motion D. À chaque fois, il y avait une impossibilité. Nous le regrettons tous.

Parallèlement, dans l'autre groupe de travail, s'élaborait un texte commun, politique, d'avenir pour vous les militants, pour les sympathisants, pour les Français. Il n'a pas pu être présenté, faute d'accord sur le candidat ou la candidate, mais ce texte existe toujours.

Nous ne voulons pas que le Parti socialiste sorte déchiré de ce congrès de Reims. Nous pensons qu'il doit demander à ses militants de trancher le congrès. Martine Aubry a donc accepté d'être candidate au poste de Premier secrétaire.

Quel que soit le résultat, partageant cette volonté de bien faire pour nous, mais aussi pour tous ceux qui ne veulent pas attendre que le Parti socialiste soit en capacité de mettre fin à une droite dure, violente, il faut avoir l'exigence que ce texte soit un message d'espoir à l'ensemble de ceux qui nous attendent et peut-être nous rejoindront.

Vincent Peillon



Nous aurions aimé, pas pour nous-mêmes, mais pour notre parti, pour les Français qui nous regardent, vous annoncer ce matin le rassemblement des socialistes, dans le respect de notre diversité. Dans les heures qui viennent, nous allons continuer avec Ségolène Royal, ce que nous avons fait depuis le résultat du vote des militants, d'appeler au rassemblement. Un rassemblement sans exclusive, car nous avons bien compris que cette question des divergences de fond et des obstacles de personnes se mélangeait profondément dans ce congrès. Il reviendra donc une fois encore à la responsabilité des militants socialistes de trancher et de nous faire collectivement avancer.

Pourquoi, lors de cette commission des résolutions, ce rassemblement n'a pas eu lieu ? Nous l'avons recherché autour de la motion E, puisque la légitimité militante nous en faisait un devoir. Nous avons demandé à nos camarades des autres motions de nous dire où étaient ces différences politiques insurmontables entre nous. Il y a une contradiction à regretter que ce soit effectivement autour du vote sur une personne que puisse se construire une majorité demain, et avoir refusé dans la nuit de la construire, tous ensemble.

Sur des sujets essentiels, le libre-échange, la politique salariale, le périmètre du service public, il nous semblait qu'il y avait des différences politiques avec la motion C portée par Benoît Hamon. Nous avons moins compris des différences de fond entre nous et un certain nombre de nos camarades, qui, nous semblait-t-il, étaient dans leur vie politique plus proches de nous sur toutes les positions de fond qu'avec d'autres.

Sur la question des alliances, nous pensons que ce débat doit avoir lieu. Les militants l'ont tranché, nous dit-on, dans le congrès. Mais cette question n'était pas la seule question du congrès. Rappelons-nous la stratégie permanente du Parti socialiste et celle d'Épinay, lorsque Mitterrand disait : il faut reconquérir des voix sur le Parti communiste, et puis il faudra s'ouvrir aux libéraux, ceux qui partagent la même conception des libertés que nous, mais qui ne partagent pas la même conception économique.

Parce que le Parti socialiste a besoin de courage, de vérité, nous regrettons de ne pas avoir pu conclure sur ce qui était pour nous une invitation à travailler ensemble.

CONSEIL NATIONAL - TITULAIRES

NOM/PRÉNOM	FÉDÉ	MOTION	NOM/PRÉNOM	FÉDÉ	MOTION
AGUIRRE ANNICK	33	D	DRAY JULIEN	91	E
ANDRIEUX SYLVIE	13	E	DUMONT LAURENCE	14	D
ARIF KADER	31	A	DUSSOPT OLIVIER	7	C
ARNAUD LANDAU ARLETTE	43	C	EL KHOMRI MYRIAM	75	A
ARRUGA BEATRICE	41	E	EMMANUELLI HENRI	40	C
ASSOULINE DAVID	75	E	ESPAGNAC FREDÉRIQUE	64	A
ASSOULINE TANIA	93	C	FABIUS LAURENT	76	D
AUBRY MARTINE	59	D	FAUCHER MICHELE	43	E
AYRAULT JEAN-MARC	44	A	FELIX IRENE	18	D
BACHELAY ALEXIS	92	E	FELTESSE VINCENT	33	E
BACHELAY GUILLAUME	76	D	FERREIRA ANNE	2	C
BAILLY DOMINIQUE	59	D	FILIPPETTI AURÉLIE	57	E
BALAS GUILLAUME	75	C	FILOCHE GERARD	75	C
BARTOLONE CLAUDE	93	D	FONTEL ALAIN	67	A
BASCOU JACQUES	11	E	GAIA ROBERT	83	E
BATHO DELPHINE	79	E	GARDE MAGALI	13	E
BAUMEL LAURENT	37	D	GERARD PASCALE	6	A
BEL JEAN-PIERRE	9	A	GHALI SAMIA	13	E
BENZEKRI ERIC	75	E	GLAVANY JEAN	65	A
BERGOUNIOUX ALAIN	78	A	GLEIZES DESMIDT FRÉDÉRIQUE	11	E
BERTINOTTI DOMINIQUE	75	E	GORCE GAËTAN	58	E
BIANCO JEAN-LOUIS	4	E	GRANGUILLAUME LAURENT	21	E
BLANCHARD CONSTANCE	75	E	GROS COLETTE	26	C
BLANPIED STÉPHANIE	34	E	GUEDJ JEROME	91	C
BLOCHE PATRICK	75	A	GUÉRAND JEAN	47	E
BOISTARD PASCALE	75	D	GUERINI JEAN-NOËL	13	E
BORGEL CHRISTOPHE	93	D	GUIBERT GERAUD	72	E
BOUDAUD FARIDA	69	D	GUIGOU ELISABETH	93	A
BOUISSOU DOMINIQUE	75	E	GUY-DUBOIS ELISABETH	75	A
BOURGUIGNON BRIGITTE	62	D	HA MINH TU CÉCILE	31	A
BOURQUIN CHRISTIAN	66	D	HAMMADI RAZZYE	94	C
BOUTHIF MALEK	91	E	HAMON BENOIT	91	C
BRIMONT MARYSE	59	D	HAZAN ADELINÉ	51	D
BROSSEL COLOMBE	75	E	HERMENT MONIQUE	12	D
BRUN CHARLOTTE	95	C	HIDALGO ANNE	75	A
BUI GWENEGAN	29	D	HOANG NGOC LIEM	51	C
CABANNE MARIE-PIERRE	64	C	HOLLANDE FRANÇOIS	19	A
CAMBADÉLIS JEAN-CHRISTOPHE	75	D	HOUADEC VIRGINIE	31	C
CARESCHÉ CHRISTOPHE	75	E	IBRAHIM-OTOKORÉ SAFIA	78	A
CARLOTTI MARIE-ARLETTE	13	A	JIBRAYEL HENRI	13	E
CARREIRAS JOEL	31	D	JOSEPH JEAN-LOUIS	84	A
CASIER PHILIPPE	80	C	JOSEPH PASCAL	75	E
CASTERAS PIERRE	31	D	JULLIARD BRUNO	75	C
CASTEX FRANCOISE	32	C	KARAMANLI MARIETTA	72	D
CHARAI NAIMA	33	C	KHIARI BARIZA	75	D
CHERKI PASCAL	75	C	LAGRANGE CHRISTINE	84	E
CHINIAC JEAN-PAUL	75	C	LAIGNEL ANDRÉ	36	D
CHIBLI KAMEL	9	E	LAMY FRANÇOIS	91	D
CIOT JEAN-DAVID	13	E	LARROUTOUROU PIERRE	75	C
CLIN GHISLAINE	62	A	LE DRIAN JEAN-YVES	56	A
COLLOMB GERARD	69	E	LE FLECHER CLAIRE	2	C
CORRE VALÉRIE	45	E	LE ROUX BRUNO	93	A
CROMBECQUE YANN	69	C	LEBRANCHU MARILYSE	29	D
CROSET-BAY ÉLYETTE	38	E	LEDoux CLAUDINE	8	D
CUTURELLO PAUL	6	C	LEMORTON CATHERINE	31	D
CUVILLIER FREDERIC	62	A	LENA VINCENT	62	D
DARRIULAT PHILIPPE	75	C	LEONHARDT OLIVIER	91	E
DE GENTILI EMMANUELLE	20	D	LIENEMANN MARIE-NOËLLE	62	C
DE LA GONTRIE MARIE-PIERRE	75	D	LINKENHELD AUDREY	59	D
DELANOÉ BERTRAND	75	A	LOUIS MARIANNE	91	C
DELPEYRAT STÉPHANE	40	C	LUREL VICTORIN	97	A
DEMONTES CHRISTIANE	69	A	MANDROUX HÉLÈNE	34	E
DENAJA SÉBASTIEN	34	E	MARIE DIDIER	76	D
DÉSIR HARLEM	93	A	MARRE BÉATRICE	12	E
DESPITCH WULFRAN	59	A	MAUREL EMMANUEL	95	C
DESTOT MICHEL	38	A	MEDVEDOWSKY ALEXANDRE	13	E
DI MEO ELSA	83	A	MELOULI AKLI	94	D
DORTHE PHILIPPE	33	D	MENNUCCI PATRICK	13	E
DOUCET PHILIPPE	95	E	MERTZ BERTRAND	57	E
DOUHANE FAYCAL	93	D	MIGNARD JEAN-PIERRE	75	E

CONSEIL NATIONAL - COMPLÉMENTAIRES

NOM/PRÉNOM	FÉDÉ	MOTION	NOM/PRÉNOM	FÉDÉ	MOTION
MOGLIA MICHAEL	59	C	AKSIL MUSTAPHA	81	D
MOKHTARI SALIMA	60	A	ALLIES PAUL	34	D
MONTEBOURG ARNAUD	71	D	ALLOUCH FRANCIS	13	E
MOSCOVICI PIERRE	25	A	ASSOULINE DANIEL	75	E
NAVARRO DOMINIQUE	34	E	AUSLENDER JEROME	63	C
NIVOU CHRISTINE	5	E	BARO HERVÉ	11	A
ORPHÉ MONIQUE	97	A	BAUMEL PHILIPPE	71	D
PAGES EMILY	30	A	BAVAY ALAIN	62	E
PANE LUCE	76	A	BERTHIOT GÉRARD	51	C
PAUL CHRISTIAN	58	D	BESNAULT ISABELLE	33	E
PAU-LANGEVIN GEORGE	75	A	BOUCHET-PETERSEN SOPHIE	75	E
PAUVROS REMY	59	D	BOULAFRAD MOHAMED	80	E
PEILLON VINCENT	60	E	BOURCIER FREDERIC	35	E
PEIRO GERMINAL	24	C	BOUYGUES CLAUDINE	75	A
PELLEFIGUE NADIA	31	C	BRIANÇON FRANÇOIS	31	A
PERCHERON DANIEL	62	D	BRUNET CHRISTINE	75	E
PEREIRA-LEMAITRE ALDA	93	E	BRYA NADIA	13	E
PEROL-DUMONT			BUISSON PHILIPPE	33	A
MARIE-FRANÇOISE	87	A	CADÈNE NICOLAS	30	E
PERRIN-GILBERT NATHALIE	69	A	CALANDRA FREDERIQUE	75	D
PIGAMO NATHALIE	13	E	CASSANY FRANÇOIS	3	C
PLANCHOU JEAN-PAUL	77	A	CAULLET JEAN-YVES	89	A
POIGNANT BERNARD	29	A	CHOUAT FRANCIS	91	A
PRIOU CHRISTINE	26	E	COLIN ETIENNE	75	C
PROUST SARAH	75	D	COULOMB VINCENT	13	E
REBSAMEN FRANÇOIS	21	E	COURAUD GENEVIEVE	13	E
REVAULT D'ALLONNES CHRISTINE	94	A	COUTANCEAU EMILIE	33	A
RODES ESTELLE	78	D	DAURIAC JEAN-FRANÇOIS	77	D
RICHARD ALAIN	95	A	DE KÉRAUTEM GENEVIEVE	93	E
RICHARDOT PERNELLE	67	D	DEBAT JEAN-FRANÇOIS	1	A
ROI RON CLAUDE	37	D	DELBART SYLVIE	62	D
ROMAGNAN BARBARA	25	C	DENIZ EMIR	57	C
ROMERO ROBERTO	92	C	DÉROCHE LAURE	42	A
ROSSIGNOL LAURENCE	60	D	DUBERTRAND ERIC	95	E
ROYAL SEGOLÈNE	79	E	DUPOND CEDRIC	62	C
SABBAN MICHELE	94	A	DUPORGE LAURENT	62	D
SAPIN MICHEL	36	A	DURAND YVES	59	D
SÈVE PATRICK	94	A	DUTHEIL LAURENT	94	D
SIRUGUE CHRISTOPHE	71	A	EMERY ANNE	58	D
SUEUR JEAN-PIERRE	45	D	FERRAND OLIVIER	66	A
TASCA CATHERINE	78	A	FLEURY JACQUES	80	C
TERRASSE PASCAL	7	E	FONTAINE ARNAUD	14	E
TEYCHENNÉ MICHEL	9	E	FOURNEYRON VALERIE	76	D
THOMAS ISABELLE	35	C	FOUSSERET JEAN-LOUIS	25	A
THOMAS OLIVIER	91	C	FREY CHRISTINE	75	E
TOURAINÉ MARISOL	37	A	GEOFFROY HÉLÈNE	69	E
TRAUMANN CATHERINE	67	A	GERMAIN JEAN-MARC	75	D
TROËL THIERRY	22	E	GLOANEC-MAURIN KARINE	41	A
URVOAS JEAN-JACQUES	29	D	GOURINCHAS MICHEL	16	C
VAILLANT DANIEL	75	A	GREGOIRE MICHEL	26	E
VALLAUD-BELKACEM NAJAT	69	E	GRICOURT MARC	41	C
VALLINI ANDRÉ	38	A	GUILLAUME SYLVIE	69	A
VALLS MANUEL	91	E	GUYOT KATY	30	E
VALTER CLOTILDE	14	A	HANNACHI KARIMA	95	A
VAUGRENAUD YANNICK	44	A	HENQUINET CELINE	54	D
VERGNAUD BERNADETTE	86	E	HOCQUARD FREDERIC	75	C
VERGNIER MICHEL	23	C	HOFFART CATHERINE	68	E
VEYSSY CATHERINE	33	E	HOME ANTOINE	68	D
VIDALIES ALAIN	40	D	HOUSSIN SYLVIE	60	C
VIGOUROUX FREDERIC	13	D	JAMET MARC-ANTOINE	27	D
VLODY JEAN-JACQUES	974	E	JAMPOC-BERTRAND NATHALIE	67	A
WEBER HENRI	76	D	JOUANNE PASCAL	93	D
WETZEL ANNE	59	A	JUSFORGUES JULIEN	31	C
WORTHAM GENEVIEVE	77	C	KALFON FRANÇOIS	77	D
YADANI FATIMA	75	D	KALTENBACH PHILIPPE	92	D
			KANNER PATRICK	59	D
			KARRAI OUARDA	75	E
			KELLER ANNE-CHARLOTTE	75	E
			LABOURIER FLORA	75	D
			LAMDAOUI FAOUZI	95	A
			LANGÉ RÉGINE	31	E
			LASCOMBES PIERRE	32	C
			LE PESANT THIERRY	17	C
			LEC FRANCIS	80	E
			LECERF MARC	14	C
			LIBRATTI YANNICK	6	C
			MALLOT JEAN	3	D

NOM/PRÉNOM	FÉDÉ	MOTION
MANCEL MARC	75	E
MANDON THIERRY	91	E
MARQUAILLE JANINE	59	C
MARTIN CHRISTIAN	83	E
MAURICE ALAIN	26	A
MAYRARGUE DELPHINE	3	C
MELISSE MARLENE	97	A
MELLICK JACQUES-ANTONIO	62	A
MELONIO THOMAS	94	A
MIERMONT LAURENT	75	C
MIROUSE MONIQUE	31	C
MORVAN NICOLAS	29	E
MOUSSAOUI-BRAHIMI NADIA	94	D
MOYRAND MICHEL	24	A
OLIVIER MAUD	91	D
OLIVIER STÉPHANE	78	C
PATRIE BEATRICE	24	E
PAYAN BENOÎT	13	E
PENINOU MAO	75	D
PEREZ JEAN-CLAUDE	11	D
PERIS NADINE	84	A
PHILIP THIERRY	69	E
PIEKRET CHRISTIAN	88	D
PIETRI-LOO FERNAND	13	E
PILCH CHRISTOPHE	62	D
POIRRET CICALIA	93	A
POURCHER ÉTIENNE	88	E

NOM/PRÉNOM	FÉDÉ	MOTION
PRIBETICH PIERRE	21	A
QUENARD ERIC	51	D
QUJLES PAUL	81	C
REYNAUD PHILIPPE	38	E
RECALDE MARIE	33	A
ROBERT SYLVIE	35	A
ROGER GILBERT	93	D
ROUYEYRE MATTHIEU	33	C
ROY ISABELLE	75	A
SALADIN FLORA	75	E
SALAMI FOROUGH	29	A
SALVATOR JACQUES	93	A
SCARBONCHI BLANKA	86	E
SIMA ISABELLE	92	A
SKRIVAN FLEUR	13	E
SOMARUGA JULIE	92	D
SOULAGE BERNARD	38	A
SOU M RENEE	66	D
SUAUD THIERRY	31	D
TENENBAUM FRANÇOISE	21	E
TEYSSEDRE CHRISTIAN	12	A
THOUZEAU ERIC	44	C
VIGUIER THIBAUD	60	C
WERKOFF-LELOUP CAROLINE	75	E
YAYER GARANCE	95	A
ZITTOU PHILIPPE	69	A

PREMIERS SECRÉTAIRES FÉDÉRAUX

NOM/PRÉNOM	FÉDÉ	MOTION
1 REDIER DE LA VILLATTE HENRI		
2 THOMAS JEAN-JACQUES		
3 MALLOT JEAN		
4 SAUVAN GILBERT		
5 VOTE RENVOYÉ AU JEUDI 27 NOVEMBRE		
6 ALLEMAND PATRICK		
7 FINIELS PHILIPPE		
8 FLORES ANNIE		
9 CARBALLIDO MARC		
10 GIRARDIN OLIVIER		
11 ANDRIEU ÉRIC		
12 PANTANELLA PIERRE		
13 CASELLI EUGÈNE		
14 CESSÉLIN DAMIEN		
15 CARPENTIER PATRICK		
16 AMIRSHAHI POURIA		
17 FALORNI OLIVIER		
18 FOURNIE PHILIPPE		
19 LAGARDE ALAIN		
20 A CIABRINI JEAN-MARC		
20 B CROCE LAURENT		
21 NEUGNOT MICHEL		
22 BURLOT THIERRY		
23 BAYOL PHILIPPE		
24 SECRESTAT BENOÎT		
25 GUILLOT AUGUSTIN		
26 FRECENON BEATRICE		
27 LÉONARD YVES		
28 DUBOURG PATRICK		
29 COATANEA MARC		
30 VERDIER FABRICE		
31 DENARD SEBASTIEN		
32 AURORA MICHAEL		
33 FREYGEFOND LUDOVIC		
34 NAVARRO ROBERT		
35 BOURCIER FRÉDÉRIC		
36 ROUILLET DOMINIQUE		
37 GILLE JEAN-PATRICK		
38 BINET ERWANN		
39 MAIRE NORBERT		
40 LAGRAVE RENAUD		
41 USSEGLIO PASCAL		
42 JUANICO RÉGIS		
43 CHAPAVEIRE ANDRÉ		
44 GRALEPOIS ALAIN		
45 FREZOT OLIVIER		
46 VAYSSOUZE JEAN-MARC		

NOM/PRÉNOM	FÉDÉ	MOTION
47 LOUSTEAU LUCETTE		
48 BERTRAND ALAIN		
49 GAULTIER JEAN-NOEL		
50 TRAVERT STÉPHANE		
51 MEYER JACQUES		
52 LOISELET ÉRIC		
53 GAROT GUILLAUME		
54 KLEIN MATHIEU		
55 VILLEMIN THIBAUT		
56 ROUILLARD GWENDAL		
57 TODESCHINI JEAN-MARC		
58 JOLY PATRICE		
59 PARGNEAUX GILLES		
60 LEJEUNE BEATRICE		
61 LÉVEILLE FRÉDÉRIC		
62 GÉNISSON CATHERINE		
63 HARKATI OLIVIER		
64 CHERET PIERRE		
65 PIASER ALAIN		
66 CRESTA JACQUES		
67 CAHN MATHIEU		
68 WIESSER DENIS		
69 DARNE JACKY		
70 NIEPCERON LOIC		
71 DURAIN JEROME		
72 LE FOLL STÉPHANE		
73 PILLET DE FREITAS STÉPHANE		
74 DONZEL CLAIRE		
75 FÉRAUD RÉMI		
76 BOUILLON CHRISTOPHE		
77 BREHIER EMERIC		
78 MALIVET PATRICK		
79 CHALLET RODOLPHE		
80 DUMONT NICOLAS		
81 POUJADE GÉRARD		
82 DESCARZEUX GHISLAIN		
83 PEIRANO MIREILLE		
84 LOVISOLO JEAN-FRANÇOIS		
85 BULTEAU SYLVIANE		
86 MACAIRE JEAN-FRANÇOIS		
87 LAFAYE LAURENT		
88 LALANDRE JEAN-MARIE		
89 LE CORRE MIREILLE		
90 FORCINAL ANNE-MARIE		
91 DA SILVA CARLOS		
92 BUCHET PASCAL		
93 GUGLIEMI PHILIPPE		

94	CARVOUNAS	LUC
95	LEFEVRE	DOMINIQUE
971	OTTO	JULES
972	MANSCOUR	LOUIS-JOSEPH
973	JEAN-BAPTISTE-ÉDOUARD	LEON

974	ANNETTE	GILBERT
975	BEAUMONT	FRÉDÉRIC
976	ABOUBACAR	IBRAHIM
FFE	LE BORGNI	PIERRE-YVES

COMMISSION DES CONFLITS - TITULAIRES

NOM/PRÉNOM	MOTION
AUDARD PATRICK	D
AZOU LAI LAURENT	A
BASSINET PHILIPPE	D
BENAROUIA RÉBIA	E
BERNARD SANDRINE	A
BISMUTH GÉRARD	E
BONNOT DANIEL	D
BORD CORINNE	A
CHARNOZ SANDRINE	C
CHAVIGNE JEAN-JACQUES	C
CLABÉ MARINE	E
COLMOU YVES	A
COURSIN THIERRY	E
CRAUSTE ROBERT	E
DE BOUTEILLER MAUD	E
DE COMARMOND FABRICE	E
DE SAINTIGNON PIERRE	D

NOM/PRÉNOM	MOTION
EL HARTI OTMAN	C
ELIES SYLVAIN	D
KERBAOL MIREILLE	A
LANTOINE CHRISTOPHE	D
LE PENSEC LOUIS	E
MARTEL GEORGES	C
MOURE JEAN-PIERRE	E
ORAGUET J	A
PIGNEROL BERNARD	A
PRAT PATRICE	D
RODRIGUEZ SALVADOR	C
SADDIER JÉROME	C
SADOUN MARC	A
SIMONÉ MARYLINE	E
TRIGANCE YANNICK	A
VILLEGIER ALBINE	D

COMMISSION DES CONFLITS - SUPPLÉANTS

NOM/PRÉNOM	MOTION
BON-MAURY GILLES	D
CHARMONT FRANÇOIS	D
FAURE OLIVIER	A
FRONTANEAU NELLY	A
HAUROU-BÉJOTTES CEDRIC	D
IBANEZ CLAUDE	A
KAUFFMAN-KHELIFA NATHALIE	E
KERAUFFRET PHILIPPE	C
MARANZANA BRUNO	C

NOM/PRÉNOM	MOTION
MERLE JEAN-FRANÇOIS	A
MORISOT NELLY	D
NEUMAN JEAN-PIERRE	E
NGOMBET MADELEINE	E
PERRIN NICOLAS	E
PIGENEL ROMAIN	E
VINCENT ARIANE	A
VITTU MATHIEU	C

CONTRÔLE FINANCIER - TITULAIRES

NOM/PRÉNOM	FÉDÉ	MOTION
AFFANE HICHAM	91	D
AGUIRRE-BILLON CARMEN		E
CAPECCI LOUIS	13	E
CAUSSE CHRISTIANE	9	C
DAGOMA SEYBAH	75	A
DARIO DOMINIQUE	78	D
DE COMBLES DE NAVYES DOMINIQUE	75	A
DELANNAY MICHEL-FRANCOIS	59	D
FARISSY FARID	84	C
FERRARI PIERRE	62	C
GAUCHE MARC	81	C
GIRARD LAURENCE	75	A
GIRARD MARION	66	D
GREZE ANDRÉ	33	E
JONATHAN CÉCILE	37	E
KHATTABI FADILA	21	E
LACLAIS BERNADETTE	73	A

NOM/PRÉNOM	FÉDÉ	MOTION
LE BAIL CHLOE	44	C
MARQUAILLÉ BENOÎT	92	D
MESQUIDA KLEBER	34	D
MEYER PAUL	67	C
MORIN MICHEL	22	A
ROUILLON CHRISTOPHE	72	D
SAINTE FARE GARNOT FLORENT	58	A
SALIOU MONIQUE	75	E
SCHAPIRA PIERRE	75	A
SOMMER DENIS	25	E
STIEVENARD JEAN-MICHEL	59	A
TAHAR CAROLINE	44	A
URGIN AXEL	94	D
VANGOËTHEN CEDRIC	59	E
VIGREUX BERNARD	59	E
VIOLA ANDRÉ	11	E

CONTRÔLE FINANCIER - SUPPLÉANTS

NOM/PRÉNOM	FÉDÉ	MOTION
BARBIER EVE	84	A
CASO CHRISTELLE	13	E
DEGEORGES CORINNE	68	D
FELK MATTHIAS	47	A
FILLION-QUIBEL FRÉDÉRIC	60	E
FRANCK ANNE-CATHERINE	75	E
JOSEPH BENOÎT		E
LEONARD CHRISTOPHE	8	C
MARINIER LUCIE	75	C

NOM/PRÉNOM	FÉDÉ	MOTION
MOINE PHILIPPE	75	E
MOITIÉ SERGE	30	D
OURAOUJ MEHDI	75	A
SALI GEORGES	93	A
SEYSE CLAUDE	44	D
TÉTSI LILIANE	67	C
TÉXIER ARIELLE	75	A
THEVENOUD THOMAS	71	D

Clichy-sous-Bois

Le 21 novembre, Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) était en fête. Plus de 600 habitants s'étaient donné rendez-vous à l'espace 93, le centre culturel municipal, pour célébrer la sortie du recueil *Des nouvelles de la cité*. Un ouvrage en forme de plaidoyer où auteurs reconnus et Clichois anonymes ont entremêlé leur vision de la cité. Trois ans après les émeutes, la banlieue veut donner une autre image. Reportage.

« J'aimerais que Clichy soit un paradis pour l'ascenseur. Il ne marche jamais dans mon immeuble. J'aimerais que le Maire ou le Président vienne le réparer, l'ascenseur ». Attribuée à Allan, cette phrase est l'une des premières que le visiteur découvre en arrivant aux abords de l'espace 93. Dans le hall, des enfants s'essaient à l'écriture. À leur disposition, des tampons avec des mots tels que « couleurs » ou « envie ». Une source d'inspiration pour exprimer ses émotions. Farid, 10 ans, crapahute avec son panonceau. On peut y lire « J'ai envie de grandir ». Son père qui surveille de loin, affiche un sourire approbateur.

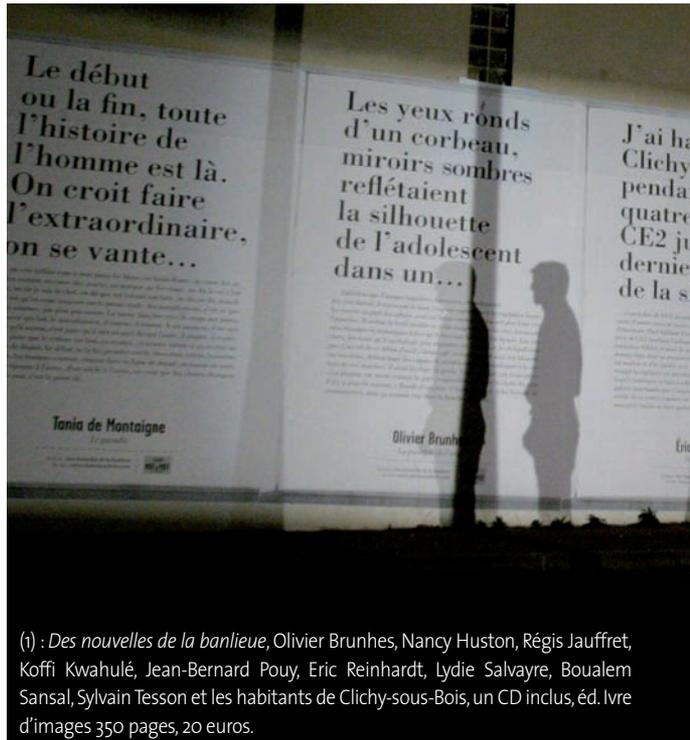
Dans quelques minutes, le spectacle va commencer. Pour accueillir la sortie de l'ouvrage, *Des nouvelles de la banlieue*⁽¹⁾, tous les auteurs, confirmés ou débutants, participent à l'événement. Entre le slam de Sofiane et les lectures de la jeune Sandrine, la salle se déchaîne.

Depuis plus de trois ans, Clichy-sous-Bois vit au rythme des initiatives culturelles en tout genre. Danse, poésie, photo et ateliers d'écriture, l'art est partout et sous toutes ses formes.

Une réalité bien éloignée de l'image renvoyée par les médias pendant les émeutes. « On ne reconnaissait plus nos quartiers. Les journaux télévisés montraient des images de guerre. Une fois, j'ai même cru regarder un reportage sur Bagdad », raconte une mère de famille.

Un autre regard

Après ces événements, une première initiative vise à porter un autre regard sur la ville. Des photographes de renom, venus des quatre coins du monde, mitraillent la ville sous toutes ses coutures. William Klein ou encore Marc Riboud se prêtent au jeu.



(1) : *Des nouvelles de la banlieue*, Olivier Brunhes, Nancy Huston, Régis Jauffret, Koffi Kwahulé, Jean-Bernard Pouy, Eric Reinhardt, Lydie Salvayre, Boualem Sansal, Sylvain Tesson et les habitants de Clichy-sous-Bois, un CD inclus, éd. Ivre d'images 350 pages, 20 euros.

à livre ouvert

Résultat, un livre et une exposition, *Clichy sans clichés* qui pourrait bientôt être présentée à New York.

Après les images, place aux mots. Un circuit d'ateliers d'écriture s'organise dans les écoles, à la bibliothèque et dans les centres sociaux. Les lieux publics reçoivent des « boîtes à mots » où les Clichois peuvent glisser textes et autres poèmes. Parallèlement, dix écrivains se voient confier le soin de rédiger des nouvelles qui prennent place dans la



« Les inégalités culturelles sont les pires »



Élément central de l'action de **Claude Dilain** depuis son arrivée à la tête de l'exécutif municipal en 1995, la politique culturelle a pris encore plus de place dans la ville depuis les émeutes de 2005. Une autre façon de lutter contre les clichés des banlieues.

Quel message voulez-vous faire passer avec des événements comme cette soirée « Clichy mot à mot » ?

On doit tout autant lutter contre les inégalités culturelles que contre toutes les autres formes d'inégalités. Des opérations comme celle-ci permettent d'apporter un nouveau regard sur les banlieues. J'en ai assez d'entendre que les banlieues ne seraient que synonymes de violence ou de silence. Nos désirs ne diffèrent pas de ceux du reste de la population. Les banlieues sont vivantes, elles existent même quand elles ne brûlent pas !

Pourquoi mettre en avant les inégalités culturelles alors que tant d'autres demeurent ?

Parce qu'elles ont les conséquences les plus graves. Nos jeunes les plus formés nous le disent : ils sont largement désavantagés en termes d'acquis culturels par rapport à ceux qui viennent d'autres territoires. Et puis la bataille des banlieues est une bataille d'image. Face à celle que véhicule Nicolas Sarkozy – des banlieues considérées comme un ramassis de délinquants et de paresseux –, nous voulons favoriser la prise de conscience de l'ensemble des Français sur un terrain où ils ne nous attendent pas.

Propos recueillis par Damien Ranger

commune pour brosser le portrait littéraire de la ville. C'est la genèse du recueil *Des nouvelles de la banlieue*. Un livre rythmé, exaltant, où les regards s'entremêlent pour offrir un panorama de la richesse du lieu.

Olivier Brunhes, un des dix auteurs, est un habitué des lieux. Il y a déjà créé plusieurs de ses spectacles. Metteur en scène de cette soirée de lancement, il ne cache pas sa satisfaction : « L'art, c'est l'ou-

til du souffrant ». Bluffé par le talent des jeunes comédiens d'un soir, l'homme de théâtre ajoute : « La perspective culturelle déplace les gens à l'intérieur d'eux-mêmes. Notre conscience citoyenne s'étoffe à travers la culture. Le maire de Clichy, Claude Dilain, l'a très bien compris. Il sait que ce n'est pas « rentable » mais fondamental. » Rien de tel que des mots contre les maux.

Ariane Vincent



Militant d'abord

Pot de départ pour l'ex-Premier secrétaire le 19 novembre. Certains attendaient des larmes, ce furent des rires. Aux permanents de la rue de Solferino, François Hollande a adressé un dernier discours teinté d'humour qu'il a conclu par ces mots : « Merci du travail que vous avez accompli avant moi, merci du travail que vous avez accompli avec moi, merci pour le travail que vous accomplirez après moi. »

Après plus de dix ans à la tête du PS, avec tout ce que cela comporte comme bureaux nationaux, secrétariats et autres fêtes de la rose, on se demande d'où vient cette ferveur qui l'anime toujours aujourd'hui. Peut-être de son premier souvenir « socialiste ». François le date de 1972. Un meeting de la gauche, qui avait rassemblé plus de 100 000 personnes et où Mitterrand avait « retourné » la salle.

De ce mandat de Premier secrétaire, qu'il ne pouvait imaginer en 1997 d'une telle durée, il retient un « acharnement à unir et à rassembler ». Celui qui a connu de franches victoires a aussi dû gérer l'après 21 avril, « le pire » qui ne lui soit jamais arrivé, et qui l'a en quelque sorte « immunisé ». Il sait alors que pour être victorieux, il faut être capable de « faire travailler ensemble tous les socialistes ».

L'éternel délégué de classe, le bon élève à Sciences-Po, puis à l'ENA, a quelque chose d'un enfant terrible. Rien à voir avec son caractère. Il confesse n'être jamais « brutal », voyant même



« Un acharnement à unir et à rassembler. »

dans cette attitude la raison de sa caricature médiatique. Mais il y a sa malice, son envie de plaire, son besoin d'être au contact.

Il se remémore ses premiers pas en Corrèze. Il avait alors 26 ans et savait bien que son élection s'annonçait compliquée. Qu'à cela ne tienne. Après une défaite honorable (à 300 voix), le jeune énarque s'acharne. Une période qui l'a marqué puisque aujourd'hui

encore, il se souvient de l'heure du train – 13h05 – qu'il prenait chaque vendredi en courant, au sortir de la Cour des comptes pour rejoindre Tulle. Quelques années plus tard, le jeune François réussit finalement à se faire élire. Il raconte avec un souvenir intact ses premiers pas à l'Assemblée nationale, un épisode qu'il évoque avec un plaisir non dissimulé.

François Hollande n'est pas avare d'anecdotes sur son militantisme. Des trains, il en a pris, des affiches, il en a collé, des discours, il en a prononcé. « La politique, c'est donner à un inconnu ce qu'on n'a pas le temps d'offrir à ses proches », confie-t-il, un brin soupçonneux de l'opinion qu'on puisse se faire de ce constat.

Et après ? que lui souhaiter ? « Sans hésitation, qu'il soit enfin lui-même, répond un de ses anciens collaborateurs. Après avoir porté la parole collective, qu'il exprime sa pensée singulière, qu'il donne aux Français l'occasion de saisir cette intelligence aiguisée. » Une autre façon de militer.

Ariane Vincent